

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME DOUANIER FRANCO-TUNISIEN

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le mercredi, 22 Mai 1901

PAR

Clément SAINT-PIERRE

Avocat près la Cour d'appel

LYON
IMPRIMERIE A. STORCK & C^{ie}

8, Rue de la Méditerranée, 8

—
1901

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME DOUANIER FRANCO-TUNISIEN

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le mercredi, 22 Mai 1901

PAR

Clément SAINT-PIERRE

Avocat près la Cour d'appel



LYON

IMPRIMERIE A. STORCK & C^{ie}

8, Rue de la Méditerranée, 8

—
1901

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. CAILLEMER, O. *, x, I. O, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, *, I. O, professeur honoraire.

THALLER, I. O, professeur honoraire.

GARRAUD, I. O, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. O, professeur de Droit romain.

FLURER, I. O, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

ROUGIER, *, I. O, professeur d'Économie politique.

AUDIBERT, I. O, professeur honoraire.

COHENDY, *, I. O, professeur de Droit commercial.

PIC, A. O, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. O, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. O, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

APPLETON (Jean), A. O, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, professeur, chargé du cours d'Histoire du Droit.

BOUVIER, professeur-adjoint, chargé du cours de Science et de Législation financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.

BROUILHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

HUVELIN, agrégé, chargé du cours de Droit romain.

BECK, A. O, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. ROUGIER, *Président :*

PIC, professeur,	} <i>Assesseurs.</i>
BROUILHET, agrégé,	

LE RÉGIME DOUANIER FRANÇO-TUNISIEN

INTRODUCTION

Divers régimes commerciaux applicables aux colonies en général.

Le choix d'un régime économique satisfaisant à la fois la métropole et la colonie est une des difficultés les plus graves de l'organisation coloniale, surtout quand il y a opposition d'intérêts entre les deux pays par suite de la similitude des productions. Il est donc bon, avant d'étudier le régime douanier de la Tunisie, de rappeler en quelques mots les différents systèmes suivis par la France dans ses rapports commerciaux avec ses colonies ; nous verrons alors comment les principes qui se sont dégagés de l'expérience ont été mis en pratique dans notre protectorat tunisien.

La France a suivi successivement trois systèmes : l'assujettissement, l'autonomie et l'assimilation.

SAINT-PIERRE.

§ I. — SYSTÈME DE L'ASSUJETTISSEMENT.
LE PACTE COLONIAL.

Dans ce système, l'État ne colonise que dans son propre intérêt, il ne cherche qu'à augmenter sa richesse et son influence politique. Ce fut la méthode admise sous l'ancien régime, non seulement par la France, mais par toutes les nations européennes : lorsqu'elles commencèrent à coloniser, elles regardèrent leurs possessions lointaines comme des pays destinés exclusivement à les enrichir. Ce principe fut appliqué instinctivement par l'Espagne et le Portugal dès le xvi^e siècle, et méthodiquement par la France et l'Angleterre depuis le milieu du xvii^e siècle. Ce fut Cromwell qui l'inaugura en Angleterre par son fameux acte de navigation de 1651.

Ce système était organisé en France par une série d'édits, d'ordonnances, de lettres patentes, de règlements, etc., et il dura jusqu'à la loi du 3 juillet 1861, en subissant, il est vrai, de nombreuses atténuations depuis la fin de l'ancien régime ; ce fut sous Colbert qu'il atteignit son apogée.

Le commerce des colonies était réservé exclusivement à la métropole, d'où le nom d'« exclusif » donné quelquefois à ce système ; cependant on l'appelle généralement système du « pacte colonial », parce que, de son côté, la métropole accordait aux colonies certains avantages destinés à compenser, en apparence du moins, le privilège dont elle bénéfi-

ciait. Le pacte colonial était donc un ensemble de restrictions réciproques, pouvant se ramener à six (1) :

1° Défense aux colonies de vendre leurs produits à l'étranger; l'exportation n'était permise qu'au profit de la métropole ;

2° Défense aux colonies d'acheter des produits étrangers; elles ne devaient importer que des produits métropolitains ;

3° En compensation la métropole s'interdisait d'importer chez elle des produits exotiques étrangers ;

4° L'intercourse, c'est-à-dire le transport, était un monopole réservé aux bâtiments français ;

5° Les colonies ne pouvaient manufacturer leurs produits ; la métropole seule avait ce droit ;

6° Les produits coloniaux payaient à leur entrée en France des droits différentiels, c'est-à-dire moins forts que ceux qui frappaient les produits étrangers. C'était une légère faveur accordée aux possessions françaises.

Ce régime d'exploitation brutale au profit de la métropole et des Compagnies de colonisation, tuait véritablement les colonies ; de cette obligation de n'acheter et de ne vendre qu'en France, il résultait en effet une augmentation considérable des frais de production et de transport. Aussi fallut-il bientôt apporter des dérogations à ces principes absolus ;

(1) ROUGIER : *Précis de législation et d'économie coloniales*, 1895 p. 157 et suivantes.

c'est ainsi qu'après la perte du Canada on dut permettre aux Antilles de demander aux États-Unis les produits que notre ancienne possession leur fournissait autrefois.

Cependant, malgré les exceptions qui devinrent de plus en plus nombreuses, le principe du pacte colonial subsista jusqu'en 1861. Mais à cette époque il devint impossible de maintenir plus longtemps ce régime ; nos colonies en effet produisaient surtout du sucre ; or la concurrence du sucre de betterave, puis, en 1860, la suppression de la surtaxe de provenance sur les sucres étrangers avaient anéanti tous les avantages que les colonies retiraient du pacte ; devant les plaintes incessantes des colons et les attaques du parti libéral, on finit par le supprimer par la loi du 3 juillet 1861 ; l'Angleterre avait déjà fait cette réforme en 1850 (1).

§ II. — SYSTÈME DE L'AUTONOMIE DOUANIÈRE

La loi du 3 juillet 1861, relative à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, posa trois principes qui étaient la négation des obligations du pacte colonial. Elle permit à ces colonies : 1° d'importer chez elles tous les produits étrangers admis en France, à con-

(1) V. GIRAULT : *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 1895. — Édouard PETIT : *Organisation des colonies françaises et des pays de protectorat*, 1894, t. II. — DELARBRE : *Les colonies françaises, leur organisation, leur administration*, 1878. — LEROY-BEAULIEU : *De la colonisation chez les peuples modernes*, 1891.

dition de leur faire payer les mêmes droits que dans la métropole ; 2° de se servir des navires de toute nationalité, pour le transport, sous réserve d'une surtaxe de pavillon sur les navires étrangers ; 3° d'exporter leurs produits dans tous les pays. — Deux décrets postérieurs étendirent ce régime à la Guyane et au Sénégal.

Cette indépendance des colonies (1) fut encore complétée par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, qui eut avant tout pour but d'exonérer la métropole des charges que ses possessions lointaines imposaient à son budget. Ce fut un acte de décentralisation administrative considérable ; d'après l'article 2 en effet, le Conseil général votait les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute provenance, ainsi que les tarifs de douane sur les produits étrangers, naturels ou fabriqués, importés dans la colonie ; mais les tarifs de douane votés par le Conseil général devaient être rendus exécutoires par décret impérial, le Conseil d'État entendu.

Les pouvoirs des Conseils généraux étaient donc plus étendus en matière d'octroi de mer qu'en matière de douane (2). — Ce régime s'appliquait

(1) Paul ROUGIER : *La liberté commerciale, les douanes et les traités de commerce*, 1879, p. 334.

(2) C'était une première différence entre ces deux droits ; il y en avait deux autres : bien que perçus par les mêmes agents, ils ne profitaient pas aux mêmes budgets : le droit de douane était perçu au profit du budget local de la colonie, tandis que l'octroi de mer l'était au profit des communes. Enfin le droit de douane portait seulement sur les produits étrangers ; l'octroi de mer au contraire frappait aussi bien les produits métropolitains que les autres.

seulement à nos trois grandes colonies; les autres étaient régies par de simples décrets.

On constata bientôt les inconvénients de cette trop grande indépendance, les Conseils généraux s'empressèrent en effet de voter la suppression de tous leurs droits de douane; puis ils augmentèrent considérablement l'octroi de mer qui frappait les produits étrangers et français : il dégénéra ainsi en véritable taxe douanière.

Ces mesures étaient favorables aux consommateurs coloniaux; mais elles soulevèrent les plaintes des producteurs et des négociants métropolitains, car l'importation étrangère ne tarda pas à remplacer l'importation française. « La métropole était traitée comme les nations étrangères; ce n'eût été supportable que si les colonies avaient cessé de compter sur le budget de la France; en 1866 on avait pensé que l'affranchissement économique emporterait cette conséquence que les colonies devraient se suffire à l'aide de leurs ressources. En fait elles continuèrent de peser sur le budget... La marine anglaise se substitua à la nôtre dans l'intercourse coloniale. Les étrangers prirent en grande partie notre place dans le commerce avec nos colonies (1). »

Une réaction protectionniste se produisit à partir de 1884; poussé par les réclamations des métropolitains, le gouvernement demandait aux Conseils généraux de rétablir, au moins en partie, les droits de douane à l'importation des produits étrangers, et il

(1) CAUVÈS : *Cours d'économie politique*, 1892, t. II, p. 628.

appuyait sa demande par des menaces et par des promesses : il menaçait les colonies de leur appliquer le régime douanier métropolitain ; ou bien il leur promettait, si elles cédaient, un traitement de faveur pour leurs sucres. — Les Conseils généraux des trois colonies consentirent enfin à rétablir leurs tarifs douaniers, qui furent approuvés par trois décrets en 1884 et 1885. — En compensation, la loi du 29 juillet 1884 accorda un déchet de fabrication, c'est-à-dire une détaxe, de 12 p. 100 aux sucres des colonies françaises, et mit une taxe de 7 francs sur les sucres non raffinés importés d'Europe.

Cependant les industriels métropolitains continuèrent à se plaindre, en disant que les tarifs votés par les Conseils généraux ne les protégeaient pas suffisamment, et que ces tarifs, étant variables avec les colonies, troublaient et rendaient incertaines les relations commerciales. Ils demandèrent l'assimilation douanière des colonies à la métropole, c'est-à-dire l'importation en franchise des marchandises françaises dans les colonies, avec la réciprocité pour les produits coloniaux à l'entrée en France, et l'application du tarif général métropolitain aux marchandises étrangères pénétrant dans les possessions françaises (proposition Peulevey, 1884).

§ III. — SYSTÈME DE L'ASSIMILATION DOUANIÈRE

Mais avant d'entreprendre une réforme générale, la France voulut faire un essai sur ses deux colonies les plus importantes : l'Algérie et l'Indo-Chine.

A. *Assimilation de l'Algérie.* — De 1830 à 1835, le régime commercial de ce pays fut incertain ; les produits algériens payaient à leur entrée en France les mêmes droits que s'ils venaient de l'étranger ; et comme il fallait entretenir l'armée d'occupation, tous les pays étrangers pouvaient importer en franchise leurs produits en Algérie. L'ordonnance du 11 novembre 1835 avait consacré ce système ; en fait c'était surtout la France qui en profitait.

L'ordonnance du 16 décembre 1843 réserva les transports aux navires français et diminua de moitié les droits sur les principaux produits algériens à leur entrée en France. Mais ces droits étaient encore excessifs et paralysaient la production algérienne. La loi du 11 janvier 1851 assimila les produits algériens aux produits français, en leur donnant libre accès dans la métropole, et, sauf quelques exceptions, les produits étrangers furent soumis, à leur entrée en Algérie, aux mêmes droits qu'en France (1). Les résultats de cette loi furent remarquables : de 1850 à 1864 les importations montèrent de 73 à 137 millions, et les exportations de 10 à 108 millions (2).

Puis, sous l'inspiration des idées libre-échangistes qui furent en faveur surtout depuis 1860, une loi du 17 juillet 1867 consacra cette franchise réciproque et absolue entre la France et sa colonie, et établit un régime très libéral en faveur des produits étrangers :

(1) LÉON CHARPENTIER : *Précis de législation algérienne*, 1899, p. 414 et suiv.

(2) PAUL LEROY-BEAULIEU : *L'Algérie et la Tunisie*, 1887, p. 177 et suiv.

la plupart furent admis en franchise en Algérie, ou bénéficièrent de réductions importantes. — Le principe de liberté commerciale était poussé trop loin ; la conséquence de la loi de 1867 fut que l'importation étrangère tendit à remplacer l'importation française en Algérie. C'est alors que la Chambre des députés, par la loi de finances du 29 décembre 1884, assimila l'Algérie à la métropole, c'est-à-dire décida que le tarif général métropolitain serait appliqué aux produits étrangers dans cette colonie. L'expérience fut heureuse : de 1884 à 1890 les importations françaises montèrent de 146 à 194 millions, et les exportations algériennes en France de 102 à 208 millions. L'application du tarif de 1892, qui a remplacé celui de 1881, a encore fait diminuer l'importation étrangère au profit de l'importation française : en 1899, le commerce général de l'Algérie s'est élevé au total de 666.263.000 francs, dont 346.415.000 francs pour les exportations et 319.848.000 francs pour les importations ; la part de la France dans les importations totales en Algérie a été de 81,35 p. 100 (1).

Le régime de l'assimilation douanière a donc produit d'excellents résultats pour cette colonie ; la métropole a pu se substituer aux pays étrangers sans empêcher le développement économique de l'Algérie. Cela tient à la proximité des deux pays.

B. *Assimilation de l'Indo-Chine.* — Le gouvernement français pensa que le même régime produi-

(1) *Journal officiel*, 9 févr. 1901. Déb. parlem. Ch. des dép., sess. ord., p. 350 et suiv.

rait les mêmes effets dans ses possessions d'Asie. En 1887 le Parlement (1) décida que la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin formeraient l'Union indo-chinoise, assimilée à la métropole, au point de vue douanier, c'est-à-dire que les produits étrangers y seraient soumis au tarif général métropolitain de 1881 et que les produits français ou des colonies françaises entreraient seuls en franchise.

Ce système, appliqué à partir du 24 juin 1887, produisit des effets désastreux : les importations en Indo-Chine tombèrent de 60 millions en 1886 à 32 millions en 1889 (2). C'était inévitable ; le tarif de 1881 frappait une quantité de marchandises : thé, riz, etc., tous les produits chinois en un mot, indispensables à ces pays, et que la France ne pouvait pas leur fournir puisqu'elle ne les produisait pas. Le résultat fut d'encourager la fraude et de ruiner le commerce indo-chinois. Le décret du 9 mars 1889 vint heureusement mettre un terme à cette situation en modifiant le tarif de 1881 pour l'Indo-Chine : il dégreva les produits qui n'ont pas de similaires en France, et cette mesure suffit pour relever le commerce.

La conclusion est qu'il faut tenir compte de la situation des divers pays avant de leur appliquer un régime absolu.

C. Assimilation des autres colonies ; loi du 11 janvier 1892. — La Commission des douanes, chargée

(1) Art. 47 de la loi de finances du 26 février 1887.

(2) A. BOUCHIÉ DE BELLE : Le nouveau régime douanier des colonies (*Journal des économistes*, 1893, t. IV, p. 161).

de préparer le tarif qui devait remplacer celui de 1881, trouva que le système de l'autonomie, organisé par le sénatus-consulte de 1866, était contraire aux intérêts de la métropole ; en effet, malgré les avantages accordés au commerce français par les colonies depuis 1884, le commerce étranger avait toujours la prépondérance. La Commission estima que la France, en compensation de ses sacrifices, avait droit à un régime économique lui réservant le marché de ses colonies, et que, de leur côté, celles-ci devaient être traitées, relativement à l'entrée de leurs produits dans la métropole, autrement que des pays étrangers. Les Chambres de commerce et les Chambres consultatives des arts et manufactures partageaient à peu près toutes cette opinion. Le Parlement, prêtant l'oreille à ces revendications de l'industrie et du commerce français, vota la loi du 11 janvier 1892 qui établit le régime de l'assimilation ; cette loi abrogea le sénatus-consulte de 1866 et enleva aux conseils généraux des colonies leur initiative en matière de tarifs douaniers.

Voici l'économie du régime de 1892 :

1° Les produits des colonies sont assimilés aux produits français, et par suite ils sont admis en franchise dans la métropole. Cependant il y a deux exceptions à ce principe : d'abord, dans le but de protéger les produits similaires métropolitains, le sucre et ses dérivés, originaires des colonies, sont soumis aux droits du tarif minimum ; puis les produits exotiques, thé, café, cacao, etc., payent un droit fiscal égal à la moitié des droits inscrits au

tarif. Mais la franchise entière et l'exemption de la moitié des droits ne sont accordées qu'à une double condition : importation directe et production de certificats d'origine ; cette mesure a pour but d'éviter la fraude.

2° Les produits français sont reçus en franchise dans les colonies, comme auparavant ; mais ils ne peuvent plus être frappés d'un octroi de mer que si les délibérations des Conseils généraux des colonies sont homologuées et rendues exécutoires par décrets rendus en Conseil d'État.

3° Les produits étrangers importés dans les colonies sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France. C'est le point capital du nouveau régime : les colonies sont assimilées à la métropole.

Cependant les articles 3 et 4 de la loi apportent à ce principe absolu des tempéraments importants : « Des décrets en forme de règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, et après avis des Conseils généraux ou Conseils d'administration des colonies, détermineront les produits qui, par exception, seront l'objet d'une tarification spéciale. » — « Les Conseils généraux et les Conseils d'administration des colonies pourront aussi prendre des délibérations pour demander des exceptions au tarif de la métropole. Ces délibérations seront soumises au Conseil d'État, et il sera statué sur elles dans la même forme que les règlements d'administration publique prévus dans l'article précédent. »

Puis certaines colonies ne sont pas assimilées : ce sont celles qui sont enclavées dans des possessions étrangères, ou trop éloignées de la métropole ; il serait difficile en effet de les obliger à appliquer le tarif métropolitain aux produits des pays qui les entourent : tels sont par exemple le Sénégal, les établissements de la côte occidentale d'Afrique (sauf le Gabon, qui est assimilé, par une singulière exception), Taïti et ses dépendances, nos cinq comptoirs de l'Inde.

D. Critique. — On juge quelquefois très sévèrement le régime de l'assimilation, organisé par cette loi ; on y voit un retour partiel à l'ancien pacte colonial, et on lui adresse les critiques suivantes :

Les colonies sont forcées de se procurer en France des produits qu'elles peuvent trouver à côté de chez elles et par suite à meilleur marché. L'argument ordinaire des protectionnistes se retourne ici contre eux : le droit de douane métropolitain a en effet pour but d'obliger indirectement les habitants à donner la préférence aux produits nationaux sur les produits étrangers, c'est-à-dire aux plus rapprochés sur les plus éloignés ; on évite ainsi les frais de transport et une perte de temps et de travail. Or ici on arrive précisément au résultat contraire : l'application de notre tarif protecteur aux colonies les oblige à préférer les produits français, plus éloignés et plus chers, aux produits américains, chinois ou autres, plus rapprochés et meilleur marché.

Ce n'est pas du commerce de nos colonies avec

les pays voisins qu'il y a lieu de s'inquiéter, car ce commerce leur fournit presque uniquement des produits qui n'ont pas de similaires en France ou que l'éloignement nous empêche de leur procurer assez vite ou à un prix assez modéré. C'est seulement l'importation des produits européens non français dans les colonies qu'il faut essayer d'empêcher ou de diminuer, car ces produits, la France peut les fournir à ses colonies aussi bien que l'Angleterre ou n'importe quelle autre nation européenne.

Lorsque les Conseils généraux abusèrent des pouvoirs que leur conférait le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, en supprimant les droits de douane et en augmentant l'octroi de mer, favorisant ainsi les produits étrangers européens, peut-être y aurait-il eu un remède moins absolu que l'assimilation ; on aurait pu laisser aux colonies leur autonomie, en la limitant : les Conseils généraux seraient restés maîtres de leurs tarifs de douane, mais on leur aurait défendu de faire porter l'octroi de mer sur les produits métropolitains ; alors ils auraient été forcés, pour se créer des ressources suffisantes, de rétablir ou de relever leurs droits de douane ; les produits étrangers, supportant à la fois les deux taxes, auraient fait moins de concurrence aux produits français (1).

Enfin on reproche à la loi de 1892 d'être injuste et illogique : en effet, puisque les colonies sont de véritables départements français faisant partie du territoire national, pourquoi ne pas admettre en

(1) GIRAULT : *Op. cit.*, p. 545.

franchise tous leurs produits sans exception, même les produits sucrés et les denrées coloniales ?

Cette dernière critique est très juste, mais les autres nous paraissent exagérées, elles seraient exactes si le système de l'assimilation avait été appliqué d'une manière absolue ; mais, heureusement, de nombreux décrets, rendus en application des articles 3 et 4 de la loi de 1892, ont accordé aux colonies des exemptions ou des diminutions de droits sur un grand nombre de produits venant de l'étranger : animaux, viandes salées, poissons secs, bois, huiles, farineux alimentaires, machines, etc... On ne peut donc pas reprocher à cette loi d'avoir fermé aux colonies tout commerce avec l'étranger et d'avoir gêné le développement de la colonisation française. Il ne faut pas voir en elle un nouveau pacte colonial, mais seulement un moyen d'augmenter le commerce entre la métropole et ses colonies ; son but a été de créer entre elles une solidarité économique (1). « Il n'est jamais entré dans la pensée d'un être raisonnable de transporter en bloc les tarifs de la métropole dans les colonies françaises, sans tenir compte ni des distances, ni des climats, ni de l'infinie variété de ce lointain domaine dispersé dans toutes les parties du monde, sous toutes les latitudes habitables. Cette conception étroite, absolue, radicale, n'a point été

(1) DISLÈRE : *Traité de législation coloniale*, 1897, t. I, p. 103 et suiv., 751 et suiv.

DÉMARET : *Organisation coloniale et fédération*, 1899.

ROCHETTE : *Rapports commerciaux de la France et de ses colonies*, 1897.

celle du Parlement; c'est la caricature du régime nouveau, ce n'en est point la saine et loyale application. Par l'article 3, la porte est toute grande ouverte aux exceptions nécessaires. En somme, chaque colonie aura son tarif spécial (1).»

Il se peut que le gouvernement français ait été quelquefois plus préoccupé d'ouvrir des débouchés à l'industrie métropolitaine que de satisfaire les vœux des colonies; mais c'est une question d'application, une question de fait; par elle-même la loi est assez large, il faut souhaiter seulement que l'on apporte au tarif métropolitain toutes les dérogations que nécessite le développement de la colonisation française.

§ IV. — CONCLUSION

Il est impossible d'appliquer à toutes les colonies un régime douanier uniforme. Nous avons vu que la théorie de l'assujettissement aboutit à l'oppression des colonies et à l'injustice : dans le système opposé, celui de l'autonomie, le principe de la décentralisation et de l'extension des libertés locales, poussé à l'excès, conduit au contraire au sacrifice des intérêts de la métropole. Le régime de l'assimilation, avec son principe d'égalité, tient un juste milieu entre les deux autres.

Mais il ne faut pas l'appliquer d'une manière absolue; il faut faire une part aussi large que possible

(1) Jules FERRY, cité par GIRAULT, *op. cit.*, p. 531.

aux libertés locales ; tout dépend de la situation des diverses colonies.

La loi du 11 janvier 1892 ne pouvait évidemment pas s'appliquer de plein droit à la Tunisie, car celle-ci n'est qu'un protectorat (1), et par conséquent elle a conservé son autonomie. Mais les heureux effets produits en Algérie par l'assimilation douanière devaient naturellement pousser la France à chercher à établir dans son protectorat le même régime. L'expérience avait montré que l'union douanière de la France et de l'Algérie, pays voisins l'un de l'autre et de productions à peu près similaires, avait donné d'excellents résultats ; or, la Tunisie est pour ainsi dire la sœur de l'Algérie ; elles ont le même climat, les mêmes produits, la même race d'habitants. La voie était donc toute indiquée : et en effet c'est toujours dans le sens de son union douanière avec la Régence de Tunis que la France a dirigé ses efforts. Son but n'est pas encore complètement atteint, mais elle y arrivera sans doute ; sa tâche est d'ailleurs facilitée par ce fait que la Tunisie a conservé son autonomie : sous l'inspiration de la France, l'évolution vers l'assimilation douanière se terminera sans soulever aucune difficulté.

(1) Le tarif de 1892 ne s'applique à Madagascar que depuis que l'île a été annexée par la loi du 8 août 1896.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Le traité de Kassar-Saïd ou du Bardo (12 mai 1881), dans lequel le mot de « protectorat » n'était pas même prononcé, ne donnait à la France que le droit d'occupation militaire, et celui de représenter la Régence à l'extérieur. De son côté, la France s'engageait à garantir l'ordre et la sécurité, et à réorganiser l'administration des finances et le service de la dette publique. — L'article 4 maintenait les traités qui liaient la Tunisie aux diverses puissances.

Ce traité assez vague (1), fut heureusement précisé par la convention de la Marsa, du 8 juin 1883, par laquelle le Bey s'engageait à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugerait utiles. — La France avait donc un plein pouvoir de direction dans les affaires de la Tunisie (2).

Après avoir organisé l'administration, avec un

(1) Voir LEROY-BEAULIEU : *L'Algérie et la Tunisie*, 1887, p. 369.

(2) V. MEYER : Le protectorat en Tunisie (*Annales de l'École libre des sciences polit.*, 1888, p. 73 et suiv.). — PILLET : Des droits de la puissance protectrice sur l'administration de l'État protégé (*Rev. gén. de droit international public*, 1895, p. 583).

Résident général, des ministres, et des contrôleurs civils, il lui restait à émanciper la Régense de la triple servitude qu'elle subissait vis-à-vis de plusieurs puissances européennes : servitude financière, judiciaire, et commerciale ou douanière.

§ I. — ÉMANCIPATION FINANCIÈRE

Une Commission financière internationale avait été formée en 1869 par la France, l'Angleterre et l'Italie pour procéder au règlement de la banqueroute du Bey, et pour veiller au paiement des intérêts de la dette unifiée. Cette Commission négligeait toute réforme utile et laissait se former une nouvelle dette flottante.

En 1884, le gouvernement français obtint du Parlement une nouvelle organisation financière : par la loi du 10 avril, il garantit un nouvel emprunt du Bey, ce qui permit deux conversions successives, de 5 en 4 p. 100 et de 4 en 3 1/2 p. cent. Devant cette garantie de la France, la Commission n'avait plus sa raison d'être et l'administration financière fut remise à des agents français.

§ II. — RÉFORME JUDICIAIRE (1)

La seconde sorte de vasselage de la Régence consistait dans les juridictions consulaires et le régime des Capitulations, c'est-à-dire cet ensemble

(1) V. G. DE SORBIER DE POUGNADORESSÉ : *La justice française en Tunisie*, 1897.

de conventions destinées à régulariser les relations de l'Empire ottoman et des États barbaresques avec les sujets des puissances chrétiennes.

Les Capitulations donnaient aux consuls des diverses puissances européennes pleine juridiction sur leurs nationaux, ce qui engendrait de nombreux abus, au détriment de notre influence.

Du jour où la France eut organisé des tribunaux, civils et criminels, offrant aux sujets étrangers toutes les garanties d'une bonne justice, le maintien des juridictions consulaires n'eut plus sa raison d'être. Le principe de la suppression des capitulations par le fait de l'établissement d'un protectorat est incontestable, car ces conventions sont incompatibles avec les principes du droit public européen. Une puissance qui a reconnu expressément ou tacitement le protectorat ne peut refuser de discuter avec l'État protecteur la question de l'abrogation des juridictions consulaires (1).

Aussi le gouvernement français, après avoir organisé la justice (loi du 27 mars 1883), engagea-t-il des négociations avec toutes les puissances pour obtenir d'elles leur renonciation à leurs juridictions consulaires. Il n'y eut de difficultés qu'avec l'Italie et l'An-

(1) PIC : Influence de l'établissement d'un protectorat sur les traités antérieurement conclus avec des puissances tierces par l'Etat protégé. (*Revue générale de droit international public*, 1896, p. 613 et suiv.)
PIC : Note dans *Dalloz*, 1899.

LEROY-BEAULIEU : *Op. cit.* p. 373 et suiv.

FOUCHER : *Évolution du protectorat de la France sur la Tunisie*, 1897, p. 211 et suiv.

Comp. Despagnet : *Essai sur les protectorats*, 1896, p. 384 et suiv.
Arch. dipl. (Renault), 1884, IV, p. 257, 1889, I, p. 62.

gleterre. Finalement l'Italie seule fit quelques réserves (1). Quant à l'Angleterre, elle abolit son pouvoir de juridiction consulaire par une ordonnance du 31 décembre 1883.

Le décret beylical du 5 mai 1883 dit que « les nationaux des puissances dont les tribunaux consulaires sont supprimés, sont justiciables des tribunaux français, dans les mêmes conditions que les Français eux-mêmes ». La juridiction française est donc pleine et entière sur toute la population européenne en Tunisie.

Les deux premières formes de suzeraineté des puissances européennes sur la Tunisie avaient donc disparu. La troisième consistait dans les traités de commerce qui liaient la Régence avec les différentes nations. Ce fut la plus longue à détruire. Ces conventions étaient un obstacle au développement du commerce et à l'union douanière entre la France et la Tunisie.

Nous verrons comment la loi du 19 juillet 1890, puis le décret beylical du 2 mai 1898 ont heureusement transformé cette situation désavantageuse et affranchi la Régence de son vasselage commercial vis-à-vis de l'étranger. Examinons tout d'abord la situation commerciale de la Tunisie avant 1890.

(1) *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, 1897, p. 797 et suiv.

CHAPITRE PREMIER

Le régime douanier de la Tunisie avant 1890

§ I. — ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU RÉGIME

Ce régime était des plus simples. Il comportait à l'importation un droit unique de 8 p. 100 applicable à toutes les marchandises (1). Un seul traité, le traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, avait fixé ce taux comme droit conventionnel au profit de la Grande-Bretagne. Mais d'autres puissances s'étaient réservé,

(1) Il y avait aussi des droits à l'exportation.

Le tarif de 8 p. 100 à l'importation comportait quelques exceptions :

1° Certains articles payaient moins ou plus, ainsi les vins et spiritueux payaient 10 p. 100 ;

2° D'autres entraient en franchise : céréales, or et argent en lingots, pierres meulières, instruments et machines agricoles, animaux destinés à l'amélioration des races indigènes, à condition que ces instruments et animaux fussent destinés à l'usage privé d'un particulier, et non au commerce, auquel cas ils payaient 8 p. 100 ;

3° D'autres articles étaient frappés de prohibition : A : sel, tabac, etc. ; B : ceps de vigne, fruits et légumes frais, plants d'arbres, mais pour cette dernière catégorie (B) la prohibition ne s'étendait pas aux frontières de terre.

V. de LANESSAN : *la Tunisie*, 1887, p. 189 et suiv.

dans leurs conventions commerciales avec la Régence, le traitement de la nation la plus favorisée (par exemple l'Italie, dans son traité du 8 septembre 1868), et par conséquent jouissaient aussi de ce tarif de 8 p. 100. Enfin un certain nombre d'autres États, par exemple la Russie, l'Allemagne, la Suisse, la Grèce, qui n'avaient avec la Tunisie aucun arrangement commercial, bénéficiaient en fait du même tarif. Ce régime douanier leur était appliqué par la seule volonté du gouvernement tunisien. En somme c'était un droit unique de 8 p. 100, quelle que fût l'origine des produits.

C'était donc un régime très libéral, d'autant plus que, de leur côté, les puissances appliquaient aux produits tunisiens leurs tarifs douaniers, presque toujours supérieurs à 8 p. 100.

La France était soumise au même régime ; ses produits payaient le droit de 8 p. 100 à leur importation dans la Régence ; et réciproquement elle appliquait aux produits tunisiens son tarif général de 1881.

§ II. — SITUATION GÉNÉRALE DU COMMERCE DE LA TUNISIE, DE 1881 A 1890

Avant l'occupation française, la Tunisie se trouvait dans une mauvaise situation économique, tant au point de vue de son marché intérieur que de son commerce extérieur. Au dedans, l'absence de voies de communication condamnait les produits à être

consommés sur place ; et au dehors les relations commerciales de la Régence avec les puissances étrangères étaient très restreintes : l'exportation était entravée par les droits considérables qui frappaient la plupart des produits à leur sortie du pays ; quant aux importations, elles étaient également très faibles, malgré le tarif avantageux de 8 p. 100 auquel elles étaient soumises, car la mauvaise foi dans les marchés et la difficulté de se faire rendre justice décourageaient les commerçants étrangers.

L'établissement du protectorat français développa considérablement l'activité commerciale de la Tunisie. Dès son arrivée en effet, la France se mit à construire des routes, des ports, des chemins de fer ; puis elle réorganisa l'administration et la justice. Ces réformes donnèrent un véritable « coup de fouet » au commerce tunisien. Voici d'ailleurs une statistique (1). (*Voir tableau page suivante.*)

Sans doute cet accroissement du commerce était dû en partie à la présence du corps d'occupation ; mais ce n'était pas la seule cause, comme le croyait la Chambre de commerce française de Tunis (2) ; la preuve, c'est que, malgré les réductions successives de l'effectif militaire (de 30.000 homme en 1881, il était tombé à 12.000 hommes en 1889), le commerce ne cessa jamais de se développer ; d'ailleurs si

(1) *Bull. de stat.*, septembre 1899, p. 304. — *Écon. fr.*, 28 oct. 1899, p. 620 et 621.

(2) P. D'ORGEVAL : Le régime douanier de la Tunisie, *Annales de l'École libre des sciences politiques*, 1889, p. 613.

Tableau du commerce de la Tunisie, de 1875 à 1890.

ANNÉES DOUANIÈRES		IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	VALEUR TOTALE
<i>Période antérieure au protectorat.</i>				
Du 1 ^{er} juillet 1875 au 30 juin 1876	. . .	12.322.815 Fr.	15.036.493 Fr.	27.359.308 Fr.
— 1876 — 1877	. . .	8.591.446	11.784.622	20.375.768
— 1877 — 1878	. . .	10.304.248	7.824.251	18.125.499
— 1878 — 1879	. . .	12.940.079	13.615.482	26.555.561
— 1879 — 1880	. . .	11.760.322	10.918.999	22.679.321
<i>Période antérieure à la loi du 19 juillet 1890.</i>				
Du 1 ^{er} juillet 1880 au 30 juin 1881	. . .	16.074.535	21.932.788	38.007.323
— 1881 — 1882	. . .	22.518.261	11.237.670	33.755.931
— 1882 — 1883	. . .	26.965.534	17.682.634	44.648.268
— 1883 au 12 oct. 1884 (1)	. . .	33.830.983	22.228.184	56.049.167
Du 13 octobre 1884 — 1885	. . .	26.731.528	18.783.045	45.514.573
— 1885 — 1886	. . .	28.498.042	20.058.514	48.556.556
— 1886 — 1887	. . .	26.894.475	20.557.763	47.452.238
— 1887 — 1888	. . .	31.334.403	19.654.978	50.989.381
— 1888 — 1889	. . .	31.453.936	18.104.911	49.558.847
— 1889 — 1890	. . .	29.134.526	30.599.223	59.733.749

(1) Sous le régime de la Commission financière internationale, l'exercice financier allait du 1^{er} juillet au 30 juin. Lorsque cette commission fut abolie, il y eut une période transitoire, du 1^{er} juillet 1884 au 12 octobre 1884 (nous l'avons ajoutée à l'année douanière précédente, du 1^{er} juillet 1883 au 30 juin 1884), et on reprit ensuite le système tunisien à l'exercice 1302 (13 oct. 1884-12 oct. 1885).

l'armée pouvait faire augmenter les importations, elle n'avait certainement aucune influence sur les exportations.

La véritable cause de l'essor du commerce était dans les progrès mêmes du pays : on s'était enthousiasmé pour cette colonie voisine de la France ; sa fertilité légendaire avait attiré de nombreux colons et surtout beaucoup de capitaux ; cette poussée colonisatrice, permettant la mise en valeur de vastes exploitations agricoles, était la cause principale de l'enrichissement et de la prospérité commerciale de la Régence.

Cependant les colons ne cessaient de se plaindre de l'appauvrissement de la Tunisie. Si l'on consulte la statistique, on voit en effet qu'avant 1881, les exportations dépassaient généralement les importations, tandis que depuis l'établissement du protectorat, c'était l'inverse. Aussi le premier soin de la Chambre de commerce française de Tunis fut-il de faire entendre des doléances ; dès 1885, année de sa création, elle rédigea une brochure intitulée : *Exposé de la situation économique de la Régence de Tunis*, avec ce sous-titre : *Nécessité de l'assimilation des produits tunisiens aux produits algériens à leur entrée en France*. Voici l'appréciation qu'elle y donnait des chiffres de la statistique : « Ces chiffres n'ont rien de satisfaisant, car il en résulte que la Tunisie a beaucoup plus à payer qu'à recevoir ; si l'accroissement considérable des importations ne venait pas d'un fait particulier, l'entretien d'un corps d'occupation important, la Tunisie ne pourrait se maintenir

longtemps dans une situation aussi anormale au point de vue économique (1). »

Ces craintes n'avaient aucun fondement. C'est une erreur de considérer comme mauvaise la situation économique d'un pays parce que ses exportations sont inférieures à ses importations, surtout lorsqu'il s'agit d'une colonie en voie de création; il faut bien que les nations civilisées lui fournissent d'abord tout ce qui est nécessaire à son développement agricole et industriel: machines, outils, etc. « Une colonie est comme un enfant qui, pendant toute la période de l'enfance et de l'adolescence, doit naturellement plus recevoir que rendre. C'est signe de santé, c'est surtout signe de croissance... C'est le cas de toutes les colonies jeunes : l'Algérie, l'Australie, le Canada (2). »

Les doléances des colons sur la situation commerciale de la Régence n'étaient donc pas justifiées. Mais ils se plaignaient aussi du régime douanier, et sur ce point leurs observations étaient exactes.

§ III. — RAPPORTS COMMERCIAUX DE LA FRANCE ET DE LA TUNISIE AVANT 1890

A. — *Traitement des produits tunisiens à leur entrée en France.* — La Chambre de commerce se plaignait avec raison de la différence de traitement existant entre les marchandises algériennes et les

(1) DE LANESSAN : *Op. cit.*, p. 143.

(2) LEROY-BEAULIEU : *Op. cit.*, p. 436.

marchandises tunisiennes à leur entrée en France ; les premières entraient en franchise, tandis que les autres payaient des droits plus ou moins forts. Elle réclamait pour les produits tunisiens le régime de faveur dont jouissaient les produits d'Algérie.

Elle faisait remarquer, avec non moins de raison, que certains produits de la Régence payaient même à leur entrée en France des droits plus élevés que les produits similaires des pays étrangers. Dans un mémoire, rédigé en 1886, la Société d'agriculture signalait les mêmes anomalies. Ainsi le gibier et les volailles venant d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, etc. ne payaient qu'un droit de 5 francs par 100 kilogr., tandis que les mêmes marchandises venant de la Tunisie payaient 20 francs. Les semoules d'Italie payaient 3 francs par 100 kilogr., au lieu de 6 francs ; les huiles italiennes 3 francs, celles de Tunisie payaient 4 fr. 50 et en outre une taxe de 12 fr. 80 à leur sortie de la Régence ; les vins d'Italie et d'Espagne, 2 francs par hectolitre, au lieu de 4 fr. 50, etc. (1).

Comme certains traités (franco italien et franco-allemand par exemple) contenaient la clause de la nation la plus favorisée la France pensait qu'elle serait obligée d'accorder aux diverses nations qui s'étaient réservé ce traitement toutes les faveurs qu'elle accorderait à la Tunisie. Elle traitait donc l'Italie, sa rivale, moins rigoureusement que sa protégée.

(1) Voir le tableau comparatif, dressé par la Chambre de commerce, des droits payés par la Tunisie et les autres nations, dans les *Annales de l'École libre des sciences politiques*, 1889, p. 621 et 622.

Les produits tunisiens payaient en outre d'énormes droits d'exportation. Le gouvernement du protectorat opérait bien certains dégrèvements (1), mais comme ces droits étaient une des principales ressources de son budget, il ne pouvait le faire qu'avec les plus grandes précautions.

La conséquence était que ces produits ne pouvaient pas soutenir, sur le marché français, la concurrence des produits similaires venant de l'étranger. Ils devaient forcément chercher d'autres débouchés; la Régence les écoulait surtout en Italie et en Algérie.

Les relations de la Tunisie et de l'Italie étaient très étroites (2). Cela tenait d'abord à la proximité des deux pays, puis au régime de faveur auquel les produits tunisiens étaient soumis à leur entrée dans la péninsule : le tarif général italien de 1883 leur était appliqué avec d'importantes modifications.

D'ailleurs, la plupart des marchandises exportées en Italie ou en Algérie n'y étaient pas consommées, elles ne faisaient que transiter pour passer ensuite en France en profitant de la franchise ou des réductions accordées à ces deux pays.

(1) Divers décrets avaient supprimé ou diminué les droits de sortie sur les céréales, les légumes secs, volailles, amandes, citrons, etc. ; les droits sur les huiles, les alfas, les bestiaux avaient été considérablement réduits.

Voir RENÉ TYLLOU : *Répertoire de jurispr. et de législ. alg. et tunis.*, p. 1466 et suivantes. Décrets beyl. 9 janvier, 17 janvier, 25 juin, 7 novembre 1885, 3 octobre 1886, 10 janvier 1887, 29 janvier, 10 mars 1888.

(2) *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1887, p. 339 et 340 : Les débuts d'un protectorat, la France en Tunisie, par ...

Cependant, depuis l'occupation française, les relations commerciales italo-tunisiennes avaient considérablement diminué et c'était l'Algérie qui avait bénéficié du développement économique de la Régence ainsi que le montre le tableau suivant :

ANNÉES	EXPORTATIONS EN FRANCE	EXPORTATIONS EN ITALIE	EXPORTATIONS EN ALGÉRIE
1885-1886 . .	6.254.000	9.400 000	2.200.000
1886-1887 . .	4.570.000	6.100.000	5.100.000
1887-1888 . .	5.242.557	5.517.460	4.308.793
1888-1889 . .	3.881.683	3.365.629	6.280.434 ⁽¹⁾

Cette diminution constante des relations avec l'Italie s'expliquait très bien, car ce courant commercial n'était pas naturel : la région de Naples et la Sicile, en effet, diffèrent peu de la Tunisie ; leurs produits sont les mêmes ; il était donc anormal que l'Italie servit de débouché à la Régence. Ce n'était qu'un commerce de transit dû à la législation douanière de la France.

La rupture du régime commercial conventionnel entre la France et l'Italie, le 1^{er} mars 1888, avait encore accentué la baisse des exportations tunisiennes dans la péninsule : depuis cette date, en effet, les pro-

(1) CHAUDIER : *Le régime douanier de la Tunisie*, p. 36. — *Bull. de stat.*, 1888, t. XXIII, p. 313 ; 1889, t. XXV, p. 358 ; 1890, t. XXVII, p. 198 ; 1891, t. XXIX, p. 347.

duits italiens avaient été soumis, à leur entrée en France, au tarif général. Le commerce de transit par l'Italie avait perdu sa raison d'être : les produits tunisiens n'avaient plus aucun intérêt à faire ce détour pour pénétrer dans la métropole.

Il ne leur restait donc plus qu'un seul débouché : l'Algérie. En effet les produits de cette colonie ne payaient aucun droit à leur entrée en France ; d'autre part, grâce à une disposition formelle de la loi du 17 juillet 1867, les marchandises tunisiennes pouvaient entrer en franchise en Algérie par la voie de terre, elles faisaient le sacrifice d'un parcours de près de 500 kilomètres par chemin de fer, pour aller s'embarquer à Bône comme marchandises algériennes exemptes de droits (1) ; les frais de transport étaient moins onéreux que les droits du tarif général. — On s'explique ainsi l'accroissement considérable du commerce d'exportation de la Tunisie vers l'Algérie. Depuis le 1^{er} mars 1888, cette dernière avait encore bénéficié de tout le commerce de transit qui se faisait auparavant par l'Italie.

Mais celle-ci de son côté faisait profiter ses produits de la franchise accordée à l'Algérie (2) ; et pour empêcher la fraude italienne, la douane française exigeait, depuis le mois de mars 1889, des certificats d'origine constatant la provenance algérienne des

(1) *Annales de l'École libre des sciences politiques*, 1889, p. 623.

(2) Grâce à la présence de nombreux sujets italiens dans l'administration des douanes tunisiennes, les produits italiens entraient en fraude en Algérie par la Tunisie, et pénétraient ainsi en France en franchise.

produits. Cette disposition atteignait également les marchandises tunisiennes : depuis ce moment elles n'avaient plus intérêt à s'embarquer à Bône puisqu'elles ne pouvaient plus profiter de la franchise ; elles étaient obligées d'entrer en France directement, c'est-à-dire en payant les droits énormes du tarif général. On aboutissait ainsi soit à un régime prohibitif, soit à la fraude (1).

B. *Traitement des produits français à leur entrée en Tunisie.* — Les marchandises françaises étaient dans une situation aussi anormale : elles étaient soumises, à leur entrée en Tunisie, aux mêmes droits que les marchandises étrangères. Sans doute les importations françaises en Tunisie avaient augmenté depuis 1881, mais elles n'avaient pas sur le marché tunisien la place qu'elles méritaient : les sacrifices considérables que la métropole faisait, depuis l'établissement du protectorat, pour le maintien de l'ordre, la part qu'elle prenait à la gestion des affaires politiques, financières, judiciaires et administratives du pays, devaient lui donner droit à une situation privilégiée.

Malheureusement la Tunisie était liée à d'autres

(1) Il arrivait en effet que, pour éviter le tarif métropolitain, les Tunisiens, profitant de la franchise que leur accordait la loi de 1867, faisaient entrer leurs produits en Algérie : ils les dirigeaient sur Bône, comme avant 1889, et là il s'était organisé, paraît-il, une industrie toute particulière : celle des faux certificats ; il y avait des gens qui prenaient les marchandises tunisiennes et qui, moyennant une forte commission, délivraient des certificats de provenance algérienne, avec lesquels ces marchandises pouvaient ensuite pénétrer en France sans payer de droits. — V. J. of., Débats parlam., Ch. des dép., sess. ordin. 1890, séance du 3 juillet 1890, p. 1278 et suiv.

puissances par des traités, renfermant la clause de la nation la plus favorisée (traités italo-tunisien du 8 septembre 1868, et anglo-tunisien du 19 juillet 1875); par suite elle ne pouvait accorder à la France aucun privilège sans en faire bénéficier également ces États; et par l'article 4 du traité du Bardo, le gouvernement français s'était formellement engagé à respecter les traités qui unissaient la Régence aux puissances étrangères (1).

En somme c'était entre la métropole et sa protégée une véritable guerre de tarifs; leurs relations commerciales ne pouvaient se développer dans de telles conditions. Une réforme était nécessaire.

(1) Art. 4 du traité du Bardo : « Le gouvernement de la République française se porte garant de l'exécution des traités actuellement existants entre le gouvernement de la Régence et les diverses puissances européennes. »

CHAPITRE II

Divers systèmes proposés.

Afin d'éviter les difficultés internationales, on avait proposé d'abord de favoriser le commerce franco-tunisien par des moyens détournés :

§ I. — SYSTÈME DES PRIMES

ET DES SUBVENTIONS COMBINÉES

D'après ce système, le gouvernement tunisien aurait accordé à ses commerçants des primes égales aux droits perçus à l'entrée en France, et le gouvernement français lui aurait alloué en retour une subvention égale elle-même à ces primes. De cette façon les traités auraient été respectés.

Mais c'était un système compliqué, et certainement le Parlement ne l'aurait pas accepté, car il aurait grevé le budget sans utilité directe pour la France.

§ II. — SYSTÈME DE L'OCTROI MUNICIPAL

Certains colons, voyant les bons résultats de l'octroi de mer en Algérie, demandaient l'établissement du même régime en Tunisie, mais avec un caractère exclusivement municipal.

On aurait ainsi supprimé les effets des traités conclus entre la Régence et les pays étrangers. En effet, disaient les partisans de ce système, le Bey s'est engagé à ne pas élever le droit de 8 p. 100 à l'entrée en Tunisie, en tant que mesure douanière, mais il peut l'élever comme taxe municipale.

Le gouvernement tunisien aurait eu ainsi des excédents considérables qui lui auraient permis de supprimer tous les droits d'exportation et par suite de développer son commerce.

Mais ce système aurait eu d'abord l'inconvénient de favoriser le producteur aux dépens du consommateur. De plus, devant une taxe municipale, il ne saurait être question de distinguer la provenance et la nationalité des marchandises; les produits français auraient donc eu à payer des droits plus élevés que ceux qu'ils payaient alors.

La France n'aurait donc retiré aucun bénéfice de cette combinaison : la Tunisie seule aurait été favorisée; pour rétablir l'égalité, il aurait fallu des primes à l'exportation des marchandises françaises à destination de la Tunisie, primes que le gouvernement de la Régence, avec un tarif très protection-

niste, aurait peut-être pu rembourser au gouvernement français. Mais les colons partisans de ce système n'allaient pas jusque-là et préféraient garder tout le bénéfice pour le trésor tunisien.

En somme ces deux procédés (primes et subventions combinées, et transformation des taxes douanières en taxes municipales) ne faisaient que tourner la question ; c'étaient de véritables « tours d'escamotage » (1).

§ III. — SYSTÈME DE DROIT INTERNATIONAL

A. Théorie : Influence du protectorat sur les traités antérieurs. — Il fallait placer la question sur son véritable terrain c'est-à-dire examiner au point de vue du droit international dans quelle mesure le protectorat modifiait les traités antérieurs qui liaient la métropole et sa protégée.

Une double question se posait : D'abord la France pouvait-elle modifier sa propre législation douanière en accordant aux produits tunisiens un régime de faveur sans en faire bénéficier les États qui avaient conclu avec elle des traités contenant la clause de la nation la plus favorisée ? Et réciproquement la Tunisie pouvait-elle accorder aux produits français un traitement privilégié sans tenir compte des traités qu'elle avait antérieurement conclus avec les puissances étrangères ; cette deuxième question était plus grave que la première, surtout avec l'engagement que la

(1) P. D'ORGEVAL : *Op. cit.*, p. 628 et 635.

France avait pris, dans l'article 4 du traité du Bardo, de respecter les traités de la Régence.

Cette question de l'influence du protectorat sur les traités antérieurs est une des plus délicates du droit international public ; elle était d'autant plus difficile à résoudre à ce moment, que le protectorat était un régime nouveau demandant la création de théories nouvelles. Il n'est donc pas étonnant que l'on ait hésité jusqu'en 1890 avant de donner à ce problème une première solution.

D'après une première opinion (1), le traité de protectorat n'a d'effet que dans les rapports des deux pays contractants ; les autres puissances peuvent donc, en vertu de la règle *res inter alios acta nec prodesse nec nocere potest*, exiger le maintien des droits antérieurement acquis par elles dans leurs conventions avec le pays protégé. L'État protecteur doit garantir l'exécution de tous ces traités antérieurs, quelque onéreux qu'ils soient pour lui, même des Capitulations, sauf à user du droit de dénonciation dans les conditions où le protégé peut le faire ; et cette solution, qui découle des principes mêmes du droit international, est incontestable lorsque l'État protecteur s'est engagé formellement à maintenir ces traités.

Cette théorie nous paraît trop absolue : il faut, à notre avis, établir des distinctions (2) :

(1) DESPAGNET : *Essai sur les protectorats*, 1896, p. 385 et sq.

(2) PIC : Influence de l'établissement d'un protectorat sur les traités antérieurement conclus avec des puissances tierces par l'État protégé (*Revue générale de droit international public*, 1896, p. 613).

Le protectorat n'implique pas le maintien de tous les traités antérieurement conclus par l'État protégé ; les puissances tierces, en reconnaissant le protectorat (et toutes l'ont reconnu, explicitement ou tacitement, en 1881), consentent *ipso facto*, sinon à l'abrogation immédiate, du moins à la dénonciation ou à la modification de ces traités, qui sont incompatibles soit avec les principes du droit public européen, comme les Capitulations, soit avec les droits de l'État protecteur, comme les traités politiques et les traités économiques. — Tel est le principe.

Cependant la situation était aggravée par l'engagement pris par la France de respecter toutes les conventions de la Tunisie. Mais cette clause de l'art. 4 ne pouvait s'entendre que des conventions temporaires, ou des conventions à durée indéfinie mais avec faculté de dénonciation pour chacune des parties. — Il faut bien en effet que l'État protecteur puisse remplir son but, qui est de transformer son protégé en un État de civilisation moderne ; il faut bien qu'il puisse s'affranchir des obligations et des servitudes internationales qui n'étaient imposées au protégé qu'en raison de sa civilisation rudimentaire et qui n'ont plus de raison d'être dès l'instant que la civilisation de l'État protecteur garantit aux sujets des puissances étrangères le respect de leurs droits. Il doit enfin pouvoir se dégager des traités politiques et économiques, dont le maintien nuirait à l'exercice de son autorité.

Nous avons déjà dit que parmi les traités incompatibles avec les principes du droit public européen, se

trouvent les Capitulations, et que par suite elles sont supprimées en principe dès l'établissement du protectorat, et en fait dès que l'État protecteur a organisé ses tribunaux et a négocié avec les puissances tierces pour obtenir leur renonciation à leurs juridictions consulaires (1); ces puissances ne peuvent s'y refuser.

L'abrogation des Capitulations n'entraîne pas seulement la suppression des juridictions consulaires, comme l'a soutenu l'Italie* (voir infra), mais aussi de toutes les clauses qu'elles contiennent et qui peuvent constituer un empiètement des souverainetés étrangères sur la souveraineté territoriale.

Les *traités économiques* au contraire sont incompatibles seulement avec les droits de l'État protecteur.

Parmi ces traités les uns sont *perpétuels*, c'est-à-dire qu'ils sont conclus pour une durée indéfinie et qu'ils ne sont pas dénonçables au gré de chacun des contractants : une dénonciation unilatérale ne suffit pas pour les abroger, il faut l'accord des deux parties. Tel était le traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875 ; les autres sont *temporaires*, ou sont conclus pour une durée indéfinie, mais avec une clause de faculté de dénonciation unilatérale.

Il est certain qu'un traité perpétuel ne peut pas lier indéfiniment l'État protecteur ; dès que les circonstances dans lesquelles il a été conclu sont modifiées à un tel point que la situation des parties

(1) Comp. DESPAGNET : *Cours de droit internat. public*, 1894, p. 359 et sq. — BONFILS : *Manuel de droit international public*, 1894, p. 403 et sq., 490 et sq.

est complètement changée et que le traité ne peut plus atteindre son but, l'État protecteur doit pouvoir le faire disparaître (1).

Le protectorat est bien un des faits qui bouleversent le plus la situation antérieure. Un de ses objectifs principaux est le développement des relations commerciales des deux puissances ; or, un traité perpétuel avec des nations étrangères constitue un obstacle considérable à l'établissement de cette solidarité économique ; il gêne l'exercice de la souveraineté exclusive de l'État protecteur ; ce dernier doit donc avoir le droit d'engager des négociations avec les puissances étrangères pour lui substituer un traité temporaire, et ces puissances ne peuvent s'y refuser.

Quant aux traités de commerce temporaires, ou conclus pour une durée indéfinie, mais avec faculté de dénonciation unilatérale, ils lient l'État protecteur jusqu'à leur expiration. L'État protecteur peut user de la faculté de dénonciation de l'État protégé ; mais tant que ces traités ne sont pas expirés, il n'a droit pour lui qu'au traitement de la nation la plus favorisée, et il ne peut accorder une situation privilégiée à ses nationaux et à ceux de l'État protégé que par des moyens indirects, tels que des primes à la navigation ou à l'exportation.

Dans tous les cas, il est certain que, dès l'établissement du protectorat, et sans attendre l'expiration des traités qui le lient avec des puissances étrangères, l'État protecteur peut accorder aux produits de l'État

(1) BRY : *Précis élémentaire de droit internat. public*, 1891, p. 308.

protégé un régime de faveur et même la franchise, sans que ces puissances étrangères puissent réclamer ces privilèges en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Mais la réciproque n'est pas vraie, c'est-à-dire que l'État protégé ne peut pas, avant l'expiration des traités qu'il a conclus antérieurement avec d'autres États, accorder aux produits de l'État protecteur la franchise ou même seulement des réductions sans que ces États étrangers puissent invoquer la clause de la nation la plus favorisée.

Ces deux solutions paraissent contradictoires. En effet voici l'argument qu'on invoque dans le premier cas : l'État protégé n'est pas un étranger pour l'État protecteur, et par conséquent il a droit à un traitement spécial. Or, le même raisonnement peut être fait dans le deuxième cas.

Cette objection paraît irréfutable à première vue ; mais si l'on examine la question de plus près, on voit que les deux situations sont différentes : sans doute, en droit, l'État protégé, en accordant un régime de faveur à la métropole, ne violerait pas le texte même des conventions qui le lient aux autres puissances car les deux pays ne sont plus étrangers l'un à l'autre, mais il en méconnaîtrait du moins l'esprit, car, de ce fait, ses relations avec les puissances tierces se trouveraient considérablement diminuées, et ces puissances auraient le droit de réclamer. Au contraire, l'État protecteur peut, sans méconnaître les traités, admettre en franchise les produits de l'État protégé, parce que cela ne change guère l'ensemble de ses relations avec les puissances étrangères.

En résumé, l'État protecteur a le droit d'accorder à l'État protégé un traitement de faveur dès l'établissement du protectorat, mais il ne peut réclamer le même traitement pour lui-même qu'après l'expiration des traités, surtout lorsqu'il s'est engagé, comme la France par le traité du Bardo, à respecter les conventions antérieures de l'État protégé. Dès que ces traités sont échus, il peut les renouveler au nom de l'État protégé, en les modifiant, en spécifiant, par exemple, que la clause de la nation la plus favorisée ne lui sera plus opposable; alors les deux États peuvent s'accorder mutuellement toutes les faveurs qu'ils veulent, et même établir entre eux une union douanière absolue, sans que les puissances étrangères puissent rien réclamer.

C'est exactement suivant ces principes que le gouvernement français a opéré la réforme du régime douanier de la Tunisie : il a commencé par accorder aux produits tunisiens un traitement de faveur, par la loi du 19 juillet 1890, sans attendre l'expiration des traités qui l'unissaient aux diverses puissances, et aucune d'elles n'a réclamé; il aurait pu faire cette première réforme dès le début du protectorat. Mais il est certain que les nations étrangères ayant des traités avec la Tunisie auraient protesté si la France, avant l'expiration de ces traités, eût obtenu pour ses produits, à leur entrée dans la Régence, un traitement de faveur dont n'auraient pu bénéficier les produits étrangers. Les faits sont donc conformes à notre théorie, et c'est une preuve de plus de son exactitude.

Il faut observer d'ailleurs que l'engagement pris dans l'article 4 n'était pas relatif aux rapports de la France avec les nations étrangères, mais seulement aux traités qui existaient entre la Tunisie et les puissances tierces.

Cependant cette théorie est loin d'être admise par tout le monde ; d'après certains auteurs (1), ces distinctions ne sont pas fondées : l'établissement du protectorat donne à l'État protecteur le droit de modifier à son gré le régime commercial de l'État protégé, sans attendre l'expiration des traités antérieurs. L'article 4 du traité du Bardo ne garantissait aux puissances européennes que le maintien du tarif conventionnel de 8 p. 100 ; la France aurait eu le droit d'établir dès le début un nouveau régime commercial et même l'union douanière entre elle et la Tunisie, sans violer ses engagements.

Nous avons déjà répondu à l'argument de ces auteurs, fondé sur l'identité de situation de l'État protecteur et de l'État protégé ; nous avons vu que si le premier peut sans inconvénient accorder un régime de faveur au second, la réciproque n'est pas vraie, bien qu'ils ne soient plus étrangers l'un à l'autre.

Leur théorie s'appuie aussi sur la conduite de l'Angleterre à Chypre, et de l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine.

« Au point de vue diplomatique, disait M. Leroy-Beaulieu en 1887, l'union douanière ne peut susciter

(1) LEROY-BEAULIEU : *op. cit.* p. 447. — *Économiste français*, août 1895, p. 169. — CHAUDIER : *le Régime douanier de la Tunisie*, p. 23 et suiv.

aucune difficulté sérieuse. Ce n'est, d'ailleurs, ni l'Autriche-Hongrie, ni la Grande-Bretagne qui pourraient protester avec quelque décence : ces précédents en imposeraient aux autres puissances. »

Voici l'argument : le Congrès de Berlin, en 1878, avait donné à l'Angleterre sur Chypre et à l'Autriche sur la Bosnie et l'Herzégovine le droit d'occupation et d'administration, et il avait offert à la France les mêmes droits sur la Tunisie (1) ; ces droits sont deux éléments essentiels du régime de protectorat. Or, le 12 janvier 1880, l'Autriche avait englobé la Bosnie et l'Herzégovine dans le Zollverein austro-hongrois, sans demander l'adhésion préalable des puissances.

La France avait ainsi été privée des avantages résultant de ses traités de commerce avec la Turquie. De même à Chypre, l'Angleterre avait accordé la franchise ou des réductions à un grand nombre de ses produits, après une convention supplémentaire conclue avec la Turquie.

La France aurait donc pu s'appuyer sur ces exemples récents d'unions douanières, contractées sous un régime analogue à notre protectorat, pour établir le même système entre elle et la Tunisie.

On peut répondre à ces arguments par deux observations : d'abord l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre n'avaient sous leur protectorat que des parties démembrées d'un territoire souverain ; la France au

(1). ENGELHARDT : Situation de la Tunisie au point de vue international (*Rev. de droit international et de législ. comparée*, 1881, t. XIII, p. 331 et suiv.). — ERNEST MEYER : Le protectorat en Tunisie. (*Annales de l'École libre des sciences politiques*, 1888, p. 73 et suiv.).

contraire avait acquis un territoire souverain dans son entier (1). La situation n'était donc pas la même.

De plus rien n'avait pu empêcher l'Autriche et l'Angleterre de modifier le régime douanier de leurs protectorats ; elles ne dépendaient que d'elles-mêmes pour les mesures à prendre, elles pouvaient agir en toute liberté ; l'Angleterre avait même poussé les précautions aussi loin que possible : par la convention supplémentaire du mois d'août 1878, elle avait obtenu de la Turquie une entière liberté pour faire des lois, des traités, des conventions commerciales et consulaires relativement à l'île de Chypre. Or cette convention était précisément l'inverse de l'article 4 du traité du Bardo (2).

Ce n'est donc pas seulement par excès de scrupule et par crainte des puissances étrangères, notamment de l'Angleterre et de l'Italie, que la France a supporté pendant dix-sept-ans sa gênante situation, c'est avant tout par respect pour le droit.

B. *Projet de loi de 1888.* — Nous avons vu les systèmes qui avaient été proposés pour éviter les difficultés diplomatiques. Le gouvernement français ne voulut pas de ces solutions détournées et peu franches, et le 8 novembre 1888 il soumit à la Chambre des députés un projet de loi qui tranchait nettement la question de droit international. Ce projet organisait non pas l'union douanière absolue,

(1) ENGELHARDT : Art. cité.

(2) P. d'ORGEVAL : *op. cit.*, p. 637.

mais un système de réciprocité (1). Le gouvernement français modifiait ainsi complètement le régime douanier, sans tenir compte des traités antérieurs.

Critique du projet. — On pouvait invoquer contre ce projet des considérations d'ordre diplomatique et d'ordre économique :

Au point de vue diplomatique, on ne sait pas quel accueil les nations étrangères auraient fait à cette loi si elle avait été votée ; il est probable qu'elles

(1) ART. 1^{er}. — Sont admis en franchise, à l'entrée en France, les produits d'origine et de provenance tunisiennes ci-après dénommés : les céréales, les huiles d'olive et de grignon, les animaux des races chevaline, asine, mulassière, ovine, caprine et porcine ; les volailles mortes ou vivantes ; le gibier mort ou vivant. Le même régime étant appliqué aux articles similaires de provenance française à leur entrée en Tunisie.

ART. 2. — Les vins et spiritueux d'origine et de provenance tunisiennes payeront, à leur entrée en France, un droit de 3 p. 100 ad valorem ; ce droit pourra être converti en un droit de 0 fr. 75 par hectolitre.

ART. 3. — Les autres articles d'origine et de provenance tunisiennes, non dénommés ci-dessus, paieront, à l'entrée en France, les droits auxquels les articles similaires provenant de France sont assujettis à leur entrée dans la Régence.

Des décrets du gouvernement pourront transformer, pour le tarif d'importation en France, les droits ad valorem en droits spécifiques équivalents.

Il est convenu aussi que le bénéfice des dégrèvements ou exemptions qui seraient effectués ultérieurement par le gouvernement beylical sur l'importation de certains produits en Tunisie, sera appliqué par le gouvernement de la République française aux articles similaires d'origine et de provenance tunisiennes à leur entrée en France.

Sont exceptés des dispositions qui précèdent : 1^o les produits qui sont frappés de prohibition à l'entrée en France par suite de mesure sanitaire, de monopole, etc ; 2^o les denrées désignées au tableau E de la loi du 9 mai 1881.

auraient protesté, du moins en ce qui concerne le traitement accordé aux produits français à leur entrée en Tunisie, et qu'elles auraient réclamé les mêmes faveurs. Elles n'en eurent pas le temps, car le projet ne put venir en discussion avant la séparation de la Chambre (1).

Les arguments d'ordre économique étaient invoqués par les protectionnistes métropolitains et par l'Algérie. Ce furent les deux adversaires du projet, et ils réussirent à le faire échouer.

Les protectionnistes disaient que la Tunisie profiterait plus que la métropole de la réciprocité, car elle enverrait certainement en France beaucoup plus de blé et d'huile, par exemple, que la métropole ne lui en vendrait. Mais on pouvait répondre que c'était là plutôt un avantage qu'un inconvénient ; en effet, puisque la production française était insuffisante, il valait encore mieux s'adresser à nos colons qu'à des étrangers.

Les protectionnistes ajoutaient que les agriculteurs français avaient déjà de la peine à lutter contre les blés étrangers ; les viticulteurs surtout, dont les vignobles étaient ravagés par le phylloxéra, redoutaient la concurrence des vins tunisiens. A cela on pouvait répondre, il est vrai, que la concurrence des produits tunisiens aurait été bien faible. Enfin, ils disaient que l'article 2, en établissant un droit de 3 p. 100 ou de 0 fr. 75 par hectolitre pour les vins et spiritueux tunisiens entrant en France, constituait une

(1) *Journ. off. Doc. parl., Ch. des dép.*, 1890, Sess. ordin., p. 1320. Rapport de M. Jonnart.

prime à la fraude italienne, car les vins italiens au lieu de payer le droit de 20 francs, inscrit au tarif général, profiteraient de la faveur accordée aux vins tunisiens ; ils passeraient par la Régence pour envahir le marché français au détriment de la production nationale ; malgré les certificats d'origine exigés par la douane française, la fraude italienne, déjà très grande, augmenterait encore.

L'Algérie, par l'intermédiaire de certains de ses représentants au Parlement, protesta aussi contre le projet. Cette réforme, disait-elle, serait la ruine de ses finances ; voici pourquoi : En vertu de la loi du 17 juillet 1867, les produits tunisiens entraient en franchise en Algérie par la voie de terre. Or une des principales ressources algériennes était l'octroi de mer ; les communes imposaient même aux produits algériens des taxes équivalentes à celles que supportaient les produits venant de l'extérieur. Si le projet de loi était voté, les marchandises françaises ou italiennes passeraient par la Tunisie pour pénétrer par terre en franchise dans la province de Constantine ; elles éviteraient ainsi de payer l'octroi de mer. L'Algérie serait alors envahie par des produits étrangers qui ne lui procureraient aucune ressource, et le budget des communes serait compromis.

On pouvait répondre qu'il suffisait d'établir un cordon douanier entre les deux pays. Mais les adversaires du projet objectaient qu'il était très difficile d'organiser une surveillance efficace.

Les colons tunisiens s'étaient indignés de cette protestation jalouse de leurs voisins contre le projet

de loi, et la presse tunisienne avait engagé une violente polémique.

Finalement le gouvernement céda aux réclamations des protectionnistes et de l'Algérie et retira son projet.

CHAPITRE III

Loi du 19 juillet 1890

§ I. — SON VOTE ; DISCUSSIONS QU'IL SOULEVA

Cependant la situation ne pouvait se prolonger plus longtemps sans préjudice pour la France et plus encore pour la Tunisie.

En effet plus la Régence produisait, plus ses produits, excédant sa consommation et ne trouvant pas d'écoulement au dehors, retombaient sur le marché intérieur et avilissaient les prix. Elle ne pouvait profiter de sa fertilité. De là ce découragement, ce « cri de désespoir » (1) des colons ; il était à craindre que la Tunisie, « se voyant repoussée, dédaignée, mal-traitée par la France, ne tournât ses regards et ses espérances vers l'Italie ou vers l'Allemagne » (2). Un changement était indispensable ; c'était une question de vie ou de mort pour la colonie tunisienne.

Le gouvernement français ne pouvait se dispenser

(1) *Journal Officiel*, juil. 1890, Déb. parlem. Sénat, sess. ordin. p. 847, discours de M. Charles Ferry.

(2) *Économiste français*, 14 juin 1890, p. 747.

de répondre à l'appel des colons et aux instances du gouvernement du protectorat. Mais comme son projet de 1888 pouvait donner prise à des difficultés internationales, il le rapporta transformé, amélioré, à l'abri des critiques : il ne fut question que du traitement à accorder aux produits tunisiens à leur entrée en France (1).

Le nouveau projet fut présenté à la Chambre des députés le 13 mars 1890 (2), puis renvoyé à la Commission des douanes qui l'adopta, sauf quelques modifications de détail. Le rapport fait au nom de cette Commission fut exposé le 26 juin devant la Chambre (3). Le 3 juillet eut lieu la discussion d'une interpellation sur la situation des colons français en Tunisie ; elle fut suivie d'un ordre du jour approuvant les déclarations du gouvernement, et par lequel la Chambre s'engageait à favoriser la colonisation française en Tunisie (4). Le projet vint en discussion le 4 juillet (5) ; le ministre des affaires étrangères fit déclarer l'urgence, et après une longue discussion, le projet fut adopté à la Chambre par 468 voix contre 22.

(1) Le nouveau projet était intitulé : « Projet de loi portant modification du tarif général des douanes en faveur de certains produits originaires de la Tunisie. »

(2) *Journ. off.* Docum. parlam. Ch. des dép. sess. ordin. 1890, p. 472 et suiv.

(3) *Journ. off.* Docum. Parlem. Ch. des dép. 1890, sess. ordin. p. 1320 et suiv. — Rapport de M. Jonnart.

(4) *Journ. off.* Débats parlam. Ch. des dép. 1890, sess. ordin. p. 1278 et suiv.

(5) *Journ. off.* Débats parlam. Ch. des dép. 1890, sess. ordin. p. 1293 et suiv.

Le 11 juillet on lut au Sénat le rapport fait au nom de la Commission générale des douanes (1). Enfin le 17 juillet (2), après avoir déclaré l'urgence, le Sénat vota le projet par 244 voix contre 1. Ce fut la loi du 19 juillet 1890 (3).

(1) *Journ. off.* Docum. parlam. Sénat, sess. ordin., p. 205 et suiv. — Rapport de M. Charles Ferry.

(2) *Journ. off.* Débats parlam. Sénat, sess. ord., p. 845 et suiv.

(3) *Journal off.* 20 juillet 1890, p. 3738. — Voici le texte :

ART. 1^{er}. — Sont admis en franchise, à l'entrée en France, les produits d'origine et de provenance tunisiennes ci-après dénommés : les céréales en grains ; les huiles d'olives et de grignon et les grignons d'olives ; les animaux d'espèce chevaline, asine, mulassière, bovine, ovine, caprine et porcine ; les volailles mortes ou vivantes ; le gibier mort ou vivant.

ART. 2. — Les vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisiennes, payeront, à leur entrée en France, un droit de 0 fr. 60 par hectolitre, en tant que leur titre alcoolique ne dépassera pas 11°9 ; ceux dont le titre sera supérieur à 11°9, payeront une taxe supplémentaire de 0 fr. 70 par degré.

ART. 3. — Les autres articles d'origine et de provenance tunisiennes non dénommés ci-dessus payeront à l'entrée en France les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

ART. 4. — Sont exceptés des dispositions qui précèdent ; 1° les produits qui sont frappés de prohibition à l'entrée en France, par suite de monopole, de mesure sanitaire, etc. ; 2° les denrées désignées spécialement au tableau E de la loi du 7 mai 1881 (denrées coloniales).

ART. 5. — Les traitements de faveur ci-dessus accordés aux produits tunisiens à leur entrée en France sont subordonnés aux conditions suivantes :

A. — Les produits devront venir directement et sans escale de Tunisie en France.

B. — Ils ne pourront être expédiés que des dix ports suivants de la Régence : Tunis, la Goulette, Bizerte, Sousse, Souïssa, Monastir, Mehdiâ, Sfax, Gabès et Djerba. — Des décrets du gouvernement de la République pourront, s'il y a lieu, modifier la liste de ces ports (Tabarka a été ajouté ainsi par le décret du 21 septembre 1892).

C. — Les produits seront accompagnés d'un certificat d'origine

puissances tierces puissent rien réclamer. Nous avons déjà répondu que ces deux pays sont dans une situation différente vis-à-vis des autres puissances, le traitement de faveur accordé aux produits tunisiens modifiait à peine l'état des relations économiques de la France avec ces puissances (1) ; au contraire la Tunisie en accordant à la France un régime privilégié aurait diminué considérablement ses rapports commerciaux avec les pays étrangers, et ceux-ci auraient eu un motif suffisant pour invoquer la clause de la nation la plus favorisée insérée dans leurs traités avec la Régence.

Nous avons montré qu'il n'y avait rien à conclure non plus de l'exemple de l'Autriche et de l'Angleterre. — Le même député invoquait encore deux faits qui s'étaient produits depuis 1881 et qui semblaient lui donner raison : l'Italie avait, dès son occupation de Massaouah, en 1886, accordé la franchise aux produits italiens, tandis que les marchandises étrangères payaient un droit de 8 p. 100. La France elle-même avait, en 1887, appliqué son tarif général aux produits étrangers dans son protectorat de l'Annam et du Tonkin, tandis que les produits français entraient en franchise ; diverses puissances avaient avec ces pays des traités contenant la clause de la nation la plus favorisée ; l'Espagne notamment était liée à l'Annam par le traité de commerce du 27 janvier 1880 ; et cependant il n'y eut aucune protestation.

(1) V. l'exposé des motifs du projet dans le *Journal officiel*, Docum. parlem. 1890, Ch. des dép., sess. ordin. p. 472 et suiv.

A ces arguments nous répondons encore que l'article 4 du traité du Bardo était formel et qu'on ne pouvait en faire sortir plus qu'il ne contenait. — Voici d'ailleurs l'opinion exprimée par le ministre des affaires étrangères (1) : « Si mes prédécesseurs avaient cru qu'ils pouvaient sans difficulté, sans inconvénient, réaliser cette union douanière, elle serait faite probablement à l'heure présente. » Il fallait donc attendre l'expiration des traités qui gênaient l'action du gouvernement ; le temps travaillait pour nous.

Ce n'étaient pas seulement des difficultés internationales qui s'opposaient à l'établissement de l'union douanière ; il y avait aussi des considérations d'ordre économique, relatives aux finances de la Tunisie. C'était même cette considération qui avait le plus vivement touché la Commission des douanes. — Le budget de la Régence est en effet alimenté en partie par les douanes ; or près de la moitié des marchandises venaient de France ; la suppression des droits qu'elles payaient aurait donc troublé profondément l'équilibre des finances tunisiennes ; la France aurait été la première à en souffrir puisqu'elle garantit la dette.

Sur le principe d'un traitement de faveur à donner aux produits français importés en Tunisie, tout le monde était d'accord : la Commission des douanes, les Chambres et le gouvernement (2).

(1) Séance du 4 juillet ; discours de M. Ribot.

(2) Voir les séances des 26 juin, 4 juillet, 11 juillet, 17 juillet 1890, aux *Journ. off.* déjà cités.

Cette loi est un acte unilatéral, modifiable au gré du Parlement français ; ce n'est pas une convention. La France accordait à la Tunisie un traitement privilégié sans demander pour elle-même aucune faveur. Cela ne pouvait soulever aucune difficulté diplomatique. « Nous avons absolument le droit de faire ce que nous voulons faire, disait le ministre des affaires étrangères à la Chambre des députés, lors de la discussion du projet (1) ; nous sommes souverains en France ; nous sommes maîtres de faire les lois douanières que nous voulons. Nous accordons par cette loi à la Tunisie un traitement de faveur dont aucune nation n'a le droit de nous demander compte. Les lettres de M. Barthélemy Saint-Hilaire s'appliquent uniquement à la situation qui pourrait éventuellement être faite à certaines nations, non pas en France mais en Tunisie, par rapport à d'autres nations. Ces lettres étaient le commentaire des déclarations faites

délivré par le contrôleur civil de la circonscription et visé au départ par un receveur des douanes de nationalité française.

L'exportation se fera à l'identique.

D. — Chaque année des décrets du Président de la République, rendus sur la proposition des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies par le Résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente loi.

Les produits tunisiens dénommés aux articles 1, 2 et 3 de la présente loi devront être importés par des navires français.

(1) Séance du 4 juillet 1890 *Journ. offic.* déjà cité. Un député objectait que la loi pouvait soulever des difficultés diplomatiques, et il s'appuyait sur les dépêches échangées en 1881 entre M. Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des affaires étrangères, et le gouvernement anglais ; ces lettres confirmaient l'engagement pris dans l'article 4 du traité du Bardo.

à propos de l'article 4 du traité du Bardo. Elles n'ont aucun rapport avec la question que nous discutons qui ne relève ni du traité du Bardo, ni des commentaires qui l'ont accompagné, qui relève uniquement de la souveraineté de la France et de sa volonté exprimée par ses représentants. »

Et en effet, aucune réclamation ne fut adressée au gouvernement français. Il est donc admis que l'État protecteur a le droit d'accorder aux produits de l'État protégé un traitement de faveur sans attendre l'expiration des traités conclus avec les puissances tierces.

Certains membres du Parlement voulaient aller plus loin et demandaient, sinon l'union douanière absolue, du moins la réciprocité. Un député algérien avait même fait voter une proposition dans ce sens par quatorze membres de la Commission des douanes (sur cinquante-cinq qu'elle comprenait) (1). « Nous regrettons, disait-il, que le gouvernement n'envisage qu'un des côtés de la question et qu'il hésite à appliquer ce que nous considérons comme un droit absolu (2). » Et, à l'appui de sa thèse, il exposait tous les arguments que nous avons examinés et réfutés plus haut.

La France et la Tunisie, disait-il, ne sont plus étrangères l'une à l'autre depuis le traité du Bardo ; par conséquent elles peuvent établir entre elles le régime douanier qui leur convient, sans que les

(1) *Économiste français*, 14 juin 1890, p. 747.

(2) Séance du 4 juillet. *J. off.* déjà cité, discours de M. Thomson.

Mais il fallait d'abord aller au plus pressé ; il fallait attirer en Tunisie les Français disposés aux entreprises coloniales et sauvegarder les capitaux engagés dans la Régence. L'avenir de notre protectorat dépendait du vote de la loi ; tout ajournement aurait été considéré, par les pays intéressés à voir l'influence française décliner en Tunisie, « comme une retraite et comme une défaillance ». Avant de retirer des avantages, la France commença donc par faire des sacrifices.

§ II. — EXAMEN DE LA LOI DU 19 JUILLET 1890

Cette loi ne donne prise à aucune des objections soulevées contre le projet de 1888. Elle satisfait à la fois les intérêts de la Tunisie, de la France et de l'Algérie.

Les agriculteurs métropolitains n'ont pas à redouter une trop grande concurrence de la production tunisienne, puisque chaque année le Président de la République limite les quantités des divers produits de la Régence qui pourront bénéficier des faveurs de la loi.

L'Algérie n'avait pas à craindre une diminution des recettes de son Trésor ; l'équilibre de son budget n'était pas menacé, puisque les produits français, étant toujours soumis au droit de 8 p. 100 à leur entrée en Tunisie, n'avaient aucun intérêt à passer par la Tunisie pour pénétrer en Algérie ; ils y entraient directement et par suite payaient l'octroi de mer.

Un des principaux inconvénients du système proposé en 1888 consistait dans la possibilité de la fraude : les produits étrangers, les vins italiens notamment, pouvaient envahir les marchés français après avoir reçu des lettres de naturalisation en Tunisie. — Pour empêcher la fraude, l'article 5 de la loi du 19 juillet 1890 subordonne les traitements de faveur à toute une série de conditions ; les précautions les plus minutieuses sont prises pour garantir l'origine tunisienne des produits :

Le certificat d'origine qui accompagne chaque produit est délivré par le contrôleur civil et visé par un receveur des douanes de nationalité française. L'exportation doit se faire à l'identique, « c'est-à-dire qu'on ne peut changer le logement de la marchandise. (1) » C'est la Commission des douanes qui a fait ajouter cette disposition pour bien marquer sa volonté d'empêcher qu'il s'établisse dans la Régence « un marché public de certificats d'origine. (2) »

Certaines mesures administratives garantissent encore l'authenticité des produits. Pour les céréales, l'exportateur doit, pour obtenir le certificat d'origine, présenter au contrôleur une attestation du vendeur ou la quittance des droits de marché. Pour les vins, les précautions sont encore plus minutieuses : les viticulteurs qui veulent bénéficier de la loi doivent chaque année déclarer au bureau du contrôle de leur circonscription les quantités de vins récoltées ; ces

(1) Rapport de M. Ch. Ferry (déjà cité).

(2) Rapport de M. Jonnart (déjà cité).

déclarations sont vérifiées par une commission spéciale (1). Chaque producteur a chez le contrôleur civil un compte courant sur lequel on inscrit au crédit la quantité récoltée et au débit les quantités exportées. Le certificat d'origine établi sur le lieu même de production suit le vin jusqu'au port d'embarquement. Et comme l'absence de toute disposition pénale aurait pu être considérée comme une facilité offerte aux entreprises malhonnêtes, le décret beylical du 26 novembre 1894 a frappé de peines sévères ceux qui fabriquent ou falsifient des certificats, ou qui font, pour en obtenir, une fausse déclaration à l'autorité compétente (2).

Telles sont les dispositions qui concernent les certificats d'origine. De son côté la douane d'importation doit envoyer à l'administration un bulletin indiquant le bureau de douane de Tunisie où a été visé le certificat d'origine, la date du visa, le nom du navire importateur, enfin, la quantité, la valeur et l'espèce des produits débarqués, etc. (3). Il est donc très difficile de tromper l'administration.

L'article 5 de la loi du 19 juillet 1890 exige encore d'autres garanties : le transport des marchandises ne peut être fait que par des navires français, et il est défendu de faire escale en route (4). L'exportation ne

(1) CHAUDIER : *Op. cit.*, p. 47.

(2) *J. off. tun.*, 30 nov. 1894 (*Bull. de stat.*, 1894, t. 36, p. 575.)

(3) TILLOÏ : *Répertoire de jurisprudence, de doctrine et de législation algériennes et tunisiennes*, p. 1467 et suiv.

(4) Les navires peuvent cependant faire escale en Algérie et en Corse mais s'ils y prennent des marchandises, ils doivent se munir de certificats des douanes algérienne et corse, attestant que les mar-

peut se faire que par certains ports qui ont été choisis à cause de leur personnel exclusivement français.

Enfin la France, « tout en ouvrant la porte, en garde la clef ». En effet, tous les ans, un décret du Président de la République, rendu sur la proposition de quatre ministres, détermine, d'après les statistiques dressées par la Direction française des finances tunisiennes, et fournies par le Résident général, les quantités d'articles d'exportation, originaires de la Régence, auxquelles s'appliquera l'année suivante le traitement de faveur. Le gouvernement du protectorat a organisé une administration qui est en mesure de le renseigner sur la production agricole annuelle de la Tunisie : l'impôt ayant en grande partie pour base cette production, les services financiers connaissent exactement l'étendue des domaines ensemencés ou plantés en vignes, le nombre de dattiers, d'oliviers, d'animaux, etc. On sait chaque année ce que telle branche de la production a fourni, puisque cette production sert d'assiette à l'impôt.

Ces chiffres publiés chaque année servent de base à la statistique d'après laquelle sont fixées les quantités de produits tunisiens qui peuvent être importées sur le marché national. Le gouvernement français ouvre ainsi annuellement aux producteurs tunisiens un compte courant variable suivant l'abondance ou la pauvreté des récoltes, et dont les limites ne peu-

chandises tunisiennes, par eux embarquées en Tunisie, n'ont pas quitté le bord, au tout ou moins n'ont pas cessé d'être sous la main de la douane (TILLOY, *op. cit.*, p. 1468).

vent être dépassées. De cette façon la France est sûre de ne jamais recevoir de la Tunisie plus que celle-ci ne peut exporter.

Cette disposition a deux avantages : d'abord les quantités fixées sont relativement faibles et par suite ne nuisent guère aux productions similaires de la métropole. C'est surtout une excellente mesure contre la fraude : en effet, si, par contrebande ou par fraude, l'étranger profite des faveurs faites aux colons tunisiens, ce n'est pas aux dépens de produits français, car les quantités autorisées à entrer en France ne sont pas augmentées, c'est aux dépens des produits tunisiens dont la place se trouve prise. Les agriculteurs tunisiens ont donc tout intérêt à faire bonne garde. Ainsi toutes les précautions sont prises pour empêcher la Tunisie d'être l'entrepôt des marchandises étrangères, cherchant à pénétrer en fraude sur le marché métropolitain.

Pour que les quantités autorisées chaque année ne soient pas dépassées, le *Journal officiel tunisien* publie tous les quinze jours la situation des produits exportés ; lorsque le maximum fixé est atteint, les contrôleurs civils ne délivrent plus de certificats.

Les colons et les commerçants se plaignent de l'insuffisance des crédits d'exportation ouverts par les décrets annuels, ils sont gênés dans leurs opérations commerciales par l'incertitude où ils se trouvent de savoir s'ils pourront exporter tous leurs produits. « Ainsi le crédit d'exportation alloué pour les vins dans l'exercice 1895-96, dit M. P. Leroy-

Beaulieu (1), ne monte qu'à 100.000 hectolitres, pour une production de vins tunisiens qui a été à peu près double, et alors qu'il est notoire que la France a une récolte tout à fait insuffisante.... Ces crédits d'exportation sont calculés avec tant de mesquinerie qu'ils sont régulièrement insuffisants. Il en résulte de brusques arrêts dans les opérations commerciales et l'impossibilité pour les colons tunisiens de faire des ventes à livrer graduellement et successivement, ce qui est cependant le seul procédé commercial en usage pour les transactions de quelque importance. Souvent des vins sur chalands, prêts à l'embarquement, sont brusquement retenus par l'épuisement du crédit d'exportation. »

Il est donc à souhaiter que ces crédits soient élargis de plus en plus (2). Quoi qu'il en soit, le principe est excellent.

(1) *Écon. fr.*, 29 févr. 1896, p. 259.

(2) Voir décrets du 21 août 1890 (*J. Off.* 22 août); 20 septembre 1890 (*Off.* 21 septembre); 16 octobre 1890 (*Off.* 18 octobre); 29 décembre 1890 (*Off.* 30 décembre). — 1^{er} octobre 1891 (*Off.* 8 octobre); 17 novembre 1891 (*Off.* 19 novembre). — 28 juin 1892 (*Off.* 29 juin). — 28 juin 1893 (*Off.* 29 juin). — 30 juin 1894 (*Off.* 1^{er} juillet); 13 novembre 1894 (*Off.* 14 novembre); 29 novembre 1894 (*Off.* 30 novembre). — 29 juin 1895 (*Off.* 30 juin); 26 novembre 1895 (*Off.* 27 novembre). — 4 mars 1896 (*Off.* 5 mars); 6 juin 1896 (*Off.* 7 juin); 29 juin 1896 (*Off.* 30 juin); 29 novembre 1896 (*Off.* 30 novembre). — 29 juin 1897 (*Off.* 1^{er} juillet); 29 novembre 1897 (*Off.* 30 novembre). — 25 juin 1898 (*Off.* 28 juin). — 1^{er} juillet 1899 (*Off.* 3 juillet); 29 novembre 1899 (*Off.* 1^{er} décembre).

Voici les décrets concernant les importations de produits tunisiens pour 1900-1901 :

Décret du 20 juin 1900 (*Off.* 30 juin) :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités de

Le système de taxation au degré, organisé par l'article 2 pour éviter que le vin serve de véhicule à l'alcool, est aussi une excellente mesure contre la fraude.

Telle est l'économie de la loi du 19 juillet 1890. Le régime de faveur accordé à la Tunisie ne pouvait manquer de produire de bons résultats.

céréales en grains, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourront être admises en franchise à leur entrée en France, du 1^{er} juillet 1900 au 30 juin 1901, dans les conditions de la loi de 1890 : blé, 800.000 quintaux métriques; orge, 450.000; avoine, 80.000; maïs, 25.000; fèves, 30.000.

ART. 2. — Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités de produits ci-après dénommés, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourront être admises en franchise à leur entrée en France, du 1^{er} juillet 1900 au 30 juin 1901, dans les conditions de la loi de 1890 : espèce chevaline, 1.000 têtes; asine et mulassière, 1.000; bovine, 25.000; ovine, 30.000; caprine, 1.000; porcine, 1.000. — Volailles mortes ou vivantes, 8.000 kil.; gibier mort ou vivant, sanglier, 20.000 kil.; autres et tortues, 2.000 kil.

ART. 3. — Est fixée à 185.000 hectolitres la quantité de vin de raisin frais, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra être admise en France, du 1^{er} juillet 1900 au 30 juin 1901, dans les conditions de la loi sus-visée.

ART. 4. — Est fixée à la somme de 6 millions de francs la valeur des quantités de produits d'origine et de provenance tunisiennes, non dénommés dans les art. 1 et 2 de la loi de 1890, qui, dans les conditions de cette loi et sous réserve des exceptions prévues dans son art. 4, pourront du 1^{er} juillet 1900 au 30 juin 1901, être admises en payant en France, conformément aux dispositions de l'art. 3 de ladite loi, les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

Le décret du 28 novembre 1900 (*Off.* 29 novembre) fixe à 20 millions de kilogrammes la quantité d'huile d'olive et de grignon, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra être admise en France, du 1^{er} décembre 1900 au 30 novembre 1901, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890 (*Bull. de stat.*, décembre 1900, p. 575).

Il est à remarquer que c'est surtout pour les vins que les crédits d'exportation augmentent d'année en année.

§ III. — RÉSULTATS DE LA LOI DU 19 JUILLET 1890

Les heureux effets de cette loi sur le développement des relations commerciales de la France et de la Tunisie ont toujours été constatés par les rapports des divers ministres des affaires étrangères au Président de la République sur la situation économique et financière de la Régence (1).

Voici d'ailleurs une statistique (*Voir tableau page suivante*).

Ce premier tableau nous montre quelle est la part de la France dans le commerce de la Tunisie. Il est intéressant de rapprocher aussi la situation commerciale de la France de celle des différents États vis-à-vis de la Régence (*tableau, page 67*).

De cette statistique, il résulte que le commerce de la Tunisie n'a cessé de se développer, et que c'est la France qui a bénéficié pour la plus grande part de ces progrès ; elle a définitivement conquis une place prépondérante sur les marchés de la Régence. Le rapport du ministre des affaires étrangères, de 1895, constatait déjà que la part de la

(1) Voir : Rapport du 5 juillet 1894 (*J. off.* 30 septembre 1894 ; *Bull. de stat.* 1894, t. 36, p. 513) ; rapport du 1^{er} juillet 1895 (*J. off.* 9 décembre 1895 ; *Bull. de stat.* 1896, t. 39, p. 261) ; rapport du 27 juillet 1897 (*J. off.* 12 octobre 1897 ; *Bull. de stat.* 1897, t. 42, p. 526) ; rapport de 1899, inséré au *J. off.* 8 février 1899 (*Bull. de stat.* 1899, p. 167).

Tableau du commerce de la Tunisie de 1887 à 1898 (1).

DATES		IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
		Importation totale	Part de la France	Exportation totale	Part de la France
Du 13 octobre 1887 au 12 octobre 1888.	1888.	34.334.403 fr.	17.475.632 fr.	49.654.978 fr.	5.242.557 fr.
— 1888	1889.	31.453.936	16.735.258	48.104.941	3.881.683
— 1889	1890.	29.434.526	15.607.081	30.599.223	41.230.370
— 1890	1891.	38.415.090	20.046.592	43.818.952	25.413.507
— 1891 au 31 décemb. 1891 (2).	1891 (2).	40.072.892	5.365.334	7.470.464	4.630.081
Du 1 ^{er} janvier 1892	1892.	39.332.620	20.773.870	37.202.504	20.964.880
Année 1893.	1893.	38.383.232	21.725.601	29.685.323	14.521.473
— 1894.	1894.	44.932.745	22.944.923	36.932.766	49.874.223
— 1895.	1895.	44.085.945	23.308.764	41.246.887	26.348.324
— 1896.	1896.	47.069.998	25.563.371	36.230.046	20.222.756
— 1897.	1897.	53.820.670	27.872.488	36.730.871	20.460.259
— 1898.	1898.	62.744.631	38.797.736	52.214.651	32.800.973

(1) *Journal officiel tunisien*, 7 févr. 1889; *Bull. de stat.*, 1889, t. XXV, p. 80. — *J. off. tun.*, 6 mars 1890; *Bull. de stat.*, 1890, t. XXVII, p. 454. — *J. off. tun.*, 19 févr. 1891; *Bull. de stat.*, 1891, t. XXIX, p. 347. — *J. off. tun.*, 16 juin 1892; *Bull. de stat.*, 1892, t. XXXII, p. 63. — *J. off. tun.*, 3 août 1893; *Bull. de stat.*, 1893, t. XXXIV, p. 231. — *J. off. tun.*, 30 sept. 1894; *Bull. de stat.*, 1894, t. XXXVI, p. 516. — *J. off. tun.*, supplém., 21 juin 1895, *Bull. de stat.*, 1895, t. XXXVIII, p. 68; *Bull. de stat.*, 1895, t. XXXIX, p. 264. — *J. off. tun.*, *Bull. de stat.*, 1897, t. XLII, p. 524; *Econ. fr.*, 25 déc. 1897, p. 841. — *J. off. tun.*, 8 févr. 1899; *Bull. de stat.*, 1899, p. 167.

(2) Depuis le 1^{er} janvier 1892, on a compté les années comme en France.

**Tableau du commerce de la Tunisie
avec les différentes puissances en 1898 (1).**

PAYS	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
France	38.797.736 fr.	32.800.973 fr.
Algérie	2.141.222	5.137.520
Angleterre	6.570.097	6.182.812
Autriche-Hongrie	782.445	231.280
Belgique	2.597.864	929.673
Italie	4.160.152	3.913.014
Malte	1.104.060	1.138.782
Espagne	400.240	80.458
Grèce	63.213	171.863
Turquie	231.301	224.655
Suède et Norvège	380.183	5.991
Allemagne	30.568	43.920
Russie	4.417.342	2.388
Hollande	52.384	60.688
Égypte	138.525	511.367
Tripoli	520.643	718.267
Maroc	6.140	1.197
Amérique	243.816	17.191
Autres pays	106.750	42.612
TOTAL	62.744.681	52.214.651

(1) *Bull. de stat.*, septembre 1899, p. 304 et suiv.

France dans le commerce total de la Tunisie s'élevait, en 1894, à 54,29 p. 100 ; celles de la France et de l'Algérie réunies à 64,42 p. 100, la part proportionnelle de la France pour les importations en Tunisie était de 54,70 p. 100, et celle de l'Algérie 4,60 p. 100.

Le rapport du 27 juillet 1897 constatait que de 1894 à 1895 la part de la France dans le commerce total avait passé de 54,29 p. 100 à 58,20 p. 100 ; celle de la France et de l'Algérie réunies, de 64,42 p. 100 à 65,18 p. 100 ; les importations françaises et algériennes en Tunisie formaient toujours un peu moins de 60 p. 100 du chiffre total, et la part de ces deux destinations dans les exportations totales était de 75 p. 100. En 1895, le marché français absorbait 97 p. 100 des exportations de vins tunisiens ; 96 p. 100 des exportations de blé ; 86 p. 100 des exportations d'huile ; 74 p. 100 des exportations d'orge et 25 p. 100 seulement des produits auxquels la France n'accorde que le traitement du tarif minimum.

Ces progrès n'ont fait que s'accroître (surtout les importations de France en Tunisie, depuis la réforme de 1898).

La loi du 19 juillet 1890, qui paraissait favoriser uniquement la Régence, favorisa aussi la métropole, car, à conditions égales, la Tunisie accorda la préférence aux objets manufacturés français sur les produits similaires étrangers. Le courant commercial créé par cette loi en Tunisie s'est manifesté aussi bien dans les importations que dans les exportations ; et même si l'on compare le développement des importations et celui des exportations, on voit que le pre-

mier est plus régulier que le second ; cela se comprend : le commerce et l'industrie de la France et des autres nations qui importent leurs produits en Tunisie sont à peu près réguliers ; la Régence au contraire est un pays essentiellement agricole ; sa production, et par suite son exportation, peuvent donc varier beaucoup d'une année à l'autre, suivant les saisons ; souvent, par suite d'une sécheresse, ou pour une autre cause (ainsi le rapport du ministre des affaires étrangères de 1899 parle de l'invasion des criquets en 1897), les récoltes sont mauvaises.

En somme la loi du 19 juillet 1890 a produit les résultats les plus heureux : le commerce général de la Tunisie s'est considérablement développé, surtout au profit de la France.

CHAPITRE IV

Dénonciation des traités tunisiens.

Nous avons dit que le régime organisé par la loi de 1890 n'était que transitoire ; c'était un premier pas, un acheminement vers l'état définitif des relations qui doivent normalement exister entre la France et la Tunisie. Il était de toute justice que la métropole pût s'assurer dans la Régence un régime de faveur en récompense des sacrifices que lui avait coûtés l'établissement du protectorat. Mais elle s'était engagée à respecter les traités qui liaient la Tunisie aux différentes puissances. Le traité de commerce italo-tunisien du 28 septembre 1868, valable pour vingt-huit ans, expirait en 1896 ; le moment était donc venu de dénoncer les anciens traités de la Régence, et de l'affranchir ainsi de toutes ses servitudes conventionnelles. Les négociations engagées par le gouvernement français avec les diverses puissances européennes aboutirent à une série de conventions nouvelles qui reconnurent à la France et à la Tunisie le droit de s'accorder mutuellement en toute liberté toutes les faveurs qu'elles voudraient.

L'Autriche-Hongrie fut la première qui modifia sa situation conventionnelle dans la Régence (1).

Elle méritait bien en retour que la France lui accordât un léger avantage (voir le dernier paragraphe).

Les négociations avec l'Italie furent beaucoup plus difficiles. Le traité italo-tunisien de 1868 expirait le 8 septembre 1896 ; il contenait la clause de tacite reconduction, à moins de dénonciation par l'une des parties un an au moins avant cette date ; aussi le gouvernement français avait-il profité de cette clause

(1) Voici, à titre d'exemple, le texte de la Déclaration qui fut signée à cet effet le 20 juillet 1896 par MM. Hanotaux et le comte de Wolkenstein :

« L'Autriche-Hongrie déclare qu'elle renonce à invoquer en Tunisie le régime des Capitulations et qu'elle s'abstiendra d'y réclamer pour ses consuls et ses nationaux d'autres droits et privilèges que ceux qui leur sont acquis en France en vertu des traités existant entre l'Autriche-Hongrie et la France.

« L'Autriche-Hongrie n'entend pas non plus revendiquer le bénéfice du régime établi ou à établir en matière de douane et de navigation entre la France et son Protectorat tunisien, pourvu que le traitement de la nation la plus favorisée lui reste conservé à l'égard de toute autre puissance. Par suite, les droits, privilèges ou avantages de toute nature qui sont ou qui, à l'avenir, seraient concédés en Tunisie à une tierce puissance, *excepté la France*, reviendront de plein droit à l'Autriche-Hongrie, et aucune tierce puissance, *toujours à l'exception de la France*, ne pourra être traitée, sous aucun rapport, dans le Protectorat, d'une manière plus favorable que l'Autriche-Hongrie.

« Le gouvernement de la République déclare en cette circonstance qu'il renonce à réclamer, jusqu'au 1^{er} janvier 1904, pour les vins français à leur entrée en Autriche-Hongrie, le traitement acquis à certains vins italiens par le traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie, traitement qui, en Autriche-Hongrie, n'est pas appliqué, en vertu du régime de la nation la plus favorisée, aux vins d'aucun autre pays. » (*Arch. diplom.* 1897, 1^{re} vol, p. 5.)

pour dénoncer le traité au mois d'août 1895. Le ministère Crispi, oubliant qu'il avait déclaré lui-même en 1888 que le régime des Capitulations était supprimé à Massaouah par le seul fait de l'occupation du pays par une puissance chrétienne, prétendit tout d'abord que la dénonciation du traité de commerce de 1868 par la France ferait revivre, en faveur de l'Italie, les clauses des anciennes Capitulations qui assuraient aux produits italiens un traitement privilégié. Le ministère di Rudini qui succéda au ministère Crispi soutint la même thèse devant la Chambre des députés italienne, par l'organe de son ministre des affaires étrangères, M. di Sermoneta.

Le gouvernement français refusa énergiquement et avec raison d'admettre ces prétentions, et l'Italie finit par céder. Pour l'Autriche, il avait suffi de stipuler que les traités et conventions de toute nature en vigueur entre la France et l'Autriche étaient étendus à la Tunisie. Mais l'Italie n'avait pas de traité de commerce avec la France : il fallait donc lui créer de nouvelles relations conventionnelles avec la Tunisie. A la suite des négociations échangées entre les gouvernements français et italien, l'ancien traité de 1868 fut remplacé par un ensemble de conventions destinées à régler les relations du gouvernement et des sujets italiens avec la Régence (1). Ces arran-

(1) *Arch. diplom.*, 1897, t. I, p. 6 à 8, 19, 20 à 26. Ce sont : 1° une convention de commerce et de navigation ; 2° une convention consulaire ; 3° une convention d'extradition ; 4° deux protocoles annexes. — Voir aussi le *Journ. off. tun.* 2 février 1897 (*Bull. de stat.*, 1897, t. XLI, p. 313).

gements furent signés le 28 septembre 1896 par le comte Tornielli, ambassadeur d'Italie et M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, et ratifiés le 25 janvier 1897. Dans la convention de commerce et de navigation (1), il est dit que « la Tunisie jouira en Italie et que l'Italie jouira en Tunisie du traitement de la nation la plus favorisée. Il est d'ailleurs bien entendu que le traitement de la nation la plus favorisée, dont la jouissance est assurée à l'Italie, ne lui donne pas droit au régime douanier qui pourrait être institué entre la France et la Tunisie, mais seulement aux avantages, de quelque nature que ce soit, qui seraient concédés à une tierce puissance quelconque ».

En échange de cette reconnaissance des droits de la France, l'Italie obtint certains avantages : pour l'exercice du cabotage et pour la pêche maritime, les Italiens furent assimilés, non pas seulement aux étrangers les plus favorisés, mais aux Tunisiens et aux Français. Il fut stipulé que les droits à établir en Tunisie sur les produits italiens ne pourraient être plus élevés que les droits inscrits au tarif minimum français (2).

Après l'Autriche et l'Italie, les autres puissances conclurent avec la France une série de conventions

(1) L'article 12 dit que la convention restera en vigueur jusqu'au 1^{er} octobre 1905, et d'année en année, à moins de dénonciation douze mois avant.

(2) Les deux autres conventions et les deux protocoles maintiennent aussi certains privilèges jadis consacrés par les Capitulations, notamment en ce qui concerne le régime des écoles italiennes ; nous n'en parlons pas, car ils ne sont pas relatifs au régime commercial.

analogues à la Déclaration austro-française (1) : la Russie, le 2-14 octobre 1896 ; la Suisse, le 14 octobre 1896 ; l'Allemagne, le 18 novembre 1896 ; la Belgique, le 2 janvier 1897 ; l'Espagne, le 12 janvier 1897 ; le Danemark, le 26 janvier 1897 ; les Pays-Bas, le 3 août 1897 ; les Royaumes unis de Suède et de Norvège, le 5 mai 1897.

Toutes ces conventions accordent à ces puissances le traitement de la nation la plus favorisée, *la France exceptée*.

Il ne restait plus que le traité anglo-tunisien du 19 juillet 1875, qui ne portait aucune indication de durée et ne pouvait être modifié que par le commun accord des parties contractantes ; tant que l'Angleterre n'avait pas renoncé à ce traité perpétuel, toutes les conventions précédentes restaient sans utilité, car la clause de la nation la plus favorisée, qu'elles contenaient, faisait profiter les diverses puissances de l'ancien droit de 8 p. 100 dont jouissait l'Angleterre en vertu de ce traité. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer qu'un traité *sine die*, c'est-à-dire sans indication de durée, ne pouvait être un obstacle perpétuel au développement des relations économiques entre un État protecteur et un État protégé (2).

(1) *Arch. dipl.*, 1897, vol. I, p. 27, 29. — *Rev gén. de droit intern. public*, 1897, p. 797 et suiv.

Le texte de toutes les conventions se trouve au *Livre jaune*, relatif à la revision des traités tunisiens, distribué au Parlement français en octobre 1897.

Voir aussi le *Mémorial dipl.*, 1897, p. 86, 105, 167, 187, 201, 650.

Voir aussi *Recueil général des traités de de Martens*, continué par STOERCK, 2^e série, t. XXIII, p. 356, 363, 385.

(2) Voir aussi LEROY-BEAULIEU (*Écon. fr.*, 17 oct. 1896, p. 505-507).

Le gouvernement britannique finit par négocier avec le gouvernement français, en vue de remplacer l'ancien traité de 1875 par une convention nouvelle répondant mieux à la situation respective de la France et de la Tunisie. Le 18 septembre 1897, un arrangement fut signé à Paris par MM. Hanotaux et Edmond Monson, ambassadeur d'Angleterre; il fut ratifié par le Président de la République et par la Reine d'Angleterre, et les ratifications furent échangées à Paris, le 15 octobre 1897 (1).

Cette convention anglo-tunisienne étendit à la Régence tous les traités en vigueur entre la France et la Grande-Bretagne. En échange de sa renonciation à ses anciens droits, l'Angleterre obtint certains avantages : d'abord le traitement de la nation la plus favorisée et la jouissance pendant quarante ans des tarifs de douane les plus réduits en Tunisie, excepté bien entendu le traitement français; ensuite, l'avantage de pouvoir transborder les marchandises anglaises à Malte sans perdre le bénéfice de l'importation en droiture, laquelle est cependant, suivant la législation douanière de la France, une condition de la jouissance du tarif minimum; enfin, l'assurance que, jusqu'au 31 décembre 1912, les cotonnades anglaises ne seraient pas frappées à l'entrée en Tunisie d'un droit supérieur à 5 p. 100 de leur valeur au port de débarquement.

Cet arrangement termina la longue série des con-

(1) *Arch. diplom.* 1897, t. III, p. 349-350. — *Bull. de stat.* 1897, t. XLII, p. 522. — Décret beyl. 18 oct. 1897, *J. off. tun.* 19 octobre 1897.

ventions négociées avec les différentes puissances européennes. Toutes ces conventions entrèrent en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications ; le gouvernement français put procéder à ces ratifications sans en demander l'autorisation au Parlement, car il agissait au nom du gouvernement tunisien, et aucune des clauses contenues dans les conventions ne devait recevoir son application en France.

Toutefois, l'article 3 de l'arrangement anglo-français maintint en Tunisie l'ancien tarif douanier jusqu'au 1^{er} janvier 1898. A partir de cette date, la France et la Tunisie purent librement régler leurs rapports économiques ; leur liberté commerciale fut complète. Au point de vue politique, les conventions avaient fait disparaître les derniers vestiges des Capitulations. Ainsi, à la fin de 1897, la Tunisie avait cessé d'être, suivant l'expression de M. Leroy-Beaulieu « un véritable communal européen ».

CHAPITRE V

Réforme du 2 mai 1898.

§ I^{er}. — LE RÉGIME DOUANIER DE LA TUNISIE DEPUIS LE 1^{er}. JANVIER JUSQU'À LA RÉFORME DOUANIÈRE DU 2 MAI 1898.

Pendant cette période, l'importation en Tunisie fut soumise à un régime incertain ; les conventions commerciales conclues en 1896 et 1897 n'établissaient, en effet, aucun tarif douanier. Seul, un décret beylical du 28 septembre 1896, rendu à l'occasion de la convention franco-italienne de la même date, avait édicté un tarif de douanes à l'importation pour les produits originaires des pays n'ayant pas de convention commerciale avec la Régence (1).

L'ancien tarif de 8 p. 100 continuait en fait à être appliqué aux produits des autres pays, même de la France, sans que, d'ailleurs, un nouveau titre légal en eût consacré la légitimité.

(1) *J. off. tun.* 29 septembre 1896. — *Revue alg. et tun.* 1897, 3^e partie, p. 6. — *Bull. de stat.* 1896, t. XL, p. 391.

Il y avait seulement quelques exceptions : ainsi l'Angleterre ne payait pour ses cotonnades que le droit de 5 p. 100 que lui avait accordé la convention du 18 septembre 1897. Les huiles, graines et fruits oléagineux, venant de l'étranger, étaient soumis à un tarif spécial. — Mais en principe c'était toujours le droit de 8 p. 100 qui était perçu sur la plupart des importations, même françaises.

Cette situation irrégulière et incertaine ne pouvait se prolonger sans nuire au commerce, surtout au commerce français ; le moment était donc venu d'accorder à la France le régime de faveur qu'elle réclamait depuis si longtemps.

§ II. — BASES DE LA RÉFORME

Pour accomplir cette réforme, on devait naturellement s'inspirer du système suivi en Algérie ; l'union douanière, demandée déjà lors de la discussion de la loi du 19 juillet 1890, devait être le principe du nouveau régime. — Mais l'application du tarif de 1892 à la Tunisie aurait malheureusement compromis la prospérité financière de notre protectorat : les droits à l'importation constituaient en effet une ressource importante pour son budget ; or les importations françaises et algériennes réunies formaient près de 60 0/0 du chiffre total des importations en Tunisie ; la franchise accordée aux produits de la métropole et de ses colonies à leur

entrée dans la Régence aurait eu pour effet d'augmenter encore l'importation française, et de diminuer l'importation étrangère. Pour combler le déficit créé par l'assimilation douanière, l'augmentation des droits sur les produits étrangers aurait été certainement insuffisante, d'autant plus que l'importation étrangère aurait baissé de plus en plus et aurait même pu cesser complètement devant des tarifs trop élevés. Il aurait donc fallu remanier tout le système des impôts ; c'était une question des plus graves et qui ne pouvait être tranchée d'un jour à l'autre. On ne pouvait cependant pas ajourner indéfiniment l'établissement du nouveau régime douanier.

Le projet de réforme élaboré par le gouvernement du protectorat était tout prêt, il favorisait largement le commerce français, sans détruire cependant l'équilibre du budget tunisien (1). La Conférence con-

(1) L'économie de ce projet a été exposée dans le rapport adressé au Bey par le Résident général d'alors, M. René Millet (*Journ. off. tun.*, 3 mai 1898 ; *Bull. de stat.* 1898, t. XLIV, p. 86 ; *Revue alg. et tun.* 1898, t. XIV, 3^e partie, p. 122)... « Le sens dans lequel le régime nouveau doit être établi est nettement indiqué par les circonstances politiques et économiques qui le font naître. — D'une part, en effet, la France a droit, en Tunisie, à un régime privilégié. D'autre part, les recettes douanières sont indispensables à l'équilibre du budget de la Régence, dont elles représentent le cinquième. Enfin la Tunisie n'est pas un pays nouveau ; elle commerce de longue date avec toutes les nations de l'Europe, et elle s'est créé avec elles des relations d'où sont issus des intérêts locaux considérables qu'il importe de ne pas léser par de trop brusques et trop profonds changements.

« Pour ce qui concerne la France, la franchise y est accordée à la majeure partie des produits de nos grandes industries nationales, celles des métaux, des fils, des tissus, des machines. Bien plus, comme cette franchise aurait pu ne pas constituer à elle seule une protection suffisante pour ces industries, nous proposons d'établir, sur les mar-

sultative, chargée de défendre les intérêts des colons, approuva les réformes proposées, et le projet résiden-

chandises similaires d'origine étrangère, des droits calculés de manière à assurer la préférence à l'importation des produits français.

« Enfin, le projet frappe de droits protecteurs pour l'industrie française les marchandises de grande consommation, le sucre et l'alcool, que la métropole fournissait jusqu'ici en minime quantité et dont elle aura désormais dans ce pays la vente exclusive.

« La nécessité de compenser la perte qui résulte pour nos recettes des avantages consentis aux importations françaises amène naturellement à frapper d'autres marchandises. C'est aux produits de consommation que ce sacrifice est demandé : le sucre, le café et les autres denrées coloniales. Ces produits sont frappés dans tous les pays. Il n'y a pas de réforme fiscale qui puisse se passer d'en faire état. Comme ils sont d'une consommation universelle, la charge qui les frappe se répartit par minimes fractions, de manière à être moins appréciable pour chacun. Ce qui importait, c'est de les frapper dans la limite où il ne peut en résulter un renchérissement trop grand des choses nécessaires à la vie, et c'est ce que nous proposons.

« L'alcool était plus particulièrement désigné pour fournir un appoint important à notre équilibre financier. La taxe projetée a été mesurée toutefois en vue d'y habituer la consommation et d'éviter, pour le moment, une réglementation trop rigoureuse.

« A la faveur du régime douanier qui prend fin, le commerce local s'est développé d'une manière continue, et la prospérité de la Régence s'est affirmée avec évidence. Une modification subite et radicale dans les courants commerciaux risquerait d'atteindre gravement les droits acquis, entraînerait peut-être des pertes irréparables.

« Après avoir fait le sacrifice nécessaire à la situation nouvelle, et que réclamaient légitimement l'opinion et l'industrie de la métropole, après avoir ainsi reconnu le bienfait que nous tenons des faveurs ou des franchises concédées à quelques produits tunisiens par la loi du 19 juillet 1890, nous croyons qu'il convient de maintenir provisoirement et en partie le *statu quo* quant au surplus de nos importations.

« Cependant nous ne pouvions pas perdre de vue que la protection accordée aux importations françaises qui ne seront plus concurrencées par aucun produit similaire étranger aura pour conséquence une majoration des prix au détriment de nos consommateurs. Prenant ce résultat en considération, le projet conserve toutes les franchises que les décrets antérieurs ont concédées aux habitants de la Régence. Enfin il comporte le dégrèvement notable, en attendant leur dispa-

tiel fut consacré par trois décrets rendus par le Bey le 2 mai 1898 (1).

§ III. — EXAMEN DES DÉCRETS BEYLICAUX DU 2 MAI 1898

A. Importation des produits étrangers (2) en Tunisie. — Le premier de ces décrets contient les nouveaux tarifs à l'importation et à l'exportation et abroge les anciens (3). La plupart des produits étrangers sont frappés de droits supérieurs à l'ancien droit de 8 p. 100 ; c'est généralement le tarif minimum

rition complète, des droits d'exportation qui surchargent la production. Nous espérons avoir équilibré ainsi des charges que l'intérêt de la colonisation commande de ménager.

« Nous savons que cette solution n'est pas complète, et il n'est pas dans notre pensée de lui attribuer un caractère définitif. Elle a du moins le mérite de donner à notre politique économique l'orientation qui convient, de ménager les intérêts locaux autant qu'il se pouvait, d'ouvrir enfin plus largement au pays protecteur un marché dont le développement lui importe au premier chef, et dont il eût été imprudent de paralyser l'essor par l'application prématurée de théories absolues. »

(1) *Journ. off. tun.*, 3 mai 1898.

(2) Et des produits français autres que ceux exemptés par le second décret du 2 mai (voir *infra*).

(3) L'art. 3 maintient seulement le décret du 28 janvier 1898 (*J. off. tun.*, 5 mars 1898; *Rev. alg. et tun.* 1898, t. XIV, 3^e partie, p. 81; *Bull. de stat.* 1898, t. XLIII, p. 312) relatif à l'entrée en franchise en Tunisie de divers objets et marchandises : effets des passagers et voyageurs, mobilier, outils, fûts vides, etc.

Voir les tableaux A et B relatifs aux nouveaux droits d'importation et d'exportation, annexés au décret du 2 mai 1898 : *Bull. de stat.* 1898, t. XLIV, p. 86 et suiv., 187 et suiv., 296 et suiv., 318.

Il y a toujours certaines prohibitions à l'importation : décrets 3 et 17 février 1885, 19 avril et 28 juillet 1886, 23 janvier 1892 (*V. TILLOY, op. cit.*, p. 1468 et suiv.).

français qui est appliqué : ainsi pour les divers produits de l'industrie. Cependant l'ancien tarif de 8 p. 100 a été maintenu sur un assez grand nombre de marchandises, celles dont l'importation ne peut pas nuire à l'importation française ; et même le droit privilégié de 5 p. 100 *ad valorem* dont bénéficiaient les tissus de coton anglais par la convention du 18 septembre 1897 a dû être étendu, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, à toutes les nations ayant des traités avec la Tunisie ; cette faveur était commandée par les traités. D'autres articles, comme les machines et outils agricoles, sont admis en franchise, en vertu d'anciens décrets toujours en vigueur.

Quelques modifications ont été apportées au tarif du 2 mai par des décrets postérieurs (1).

B. *Importation des produits français et algériens en Tunisie.* — Le but principal de la réforme douanière a été d'accorder à la France un régime privilégié. Le second décret du 2 mai 1898 énumère dans une longue liste les marchandises françaises et algériennes admises en franchise en Tunisie (2) : animaux,

(1) Décrets beylicaux 21 nov. et 3 déc. 1898 (*J. off. tun.* 22 nov. et 10 déc. ; *Bull. de stat.* 1898, t. XLIV, p. 638). Ainsi les vins étrangers étaient soumis au tarif minimum français accordé aux vins italiens par le traité du 28 sept. 1896. Le décret du 21 nov. 1898 a modifié le tarif des vins, de même que celui des eaux-de-vie et liqueurs, et de quelques tissus.

Le décret du 3 déc. 1898 affranchit de droits de douane les pompes pour l'irrigation et les moulins à vent destinés à les actionner, s'ils sont importés en même temps.

Décret 18 mai 1899 (*Rev. alg. et tun.* 1899, 3^e partie, p. 76), modifie le droit sur les savons.

(2) *Bull. de stat.*, 1898, t. XLIV, p. 319 et suiv.

laines, soies, huiles, sucres, alcools, métaux, fils, tissus, machines, ouvrages en métaux, carrosserie, etc. Et, suivant le rapport du Résident, « comme cette franchise aurait pu ne pas constituer à elle seule une protection suffisante, les droits établis sur les marchandises similaires d'origine étrangère ont été calculés de manière à assurer la préférence aux produits français ». Ainsi les vins de France et d'Algérie ne paient qu'une taxe fiscale de 10 p. 100 de leur valeur.

C. *Exportation des produits tunisiens.* — En vue de favoriser la production et par suite l'exportation tunisiennes, les nouveaux tarifs ont été calculés aussi de manière à empêcher une trop grande concurrence étrangère : ainsi les huiles, les graines et fruits oléagineux étrangers sont soumis à un tarif prohibitif.

Les droits d'exportation, qui entravaient le commerce tunisien, ont été considérablement réduits ; certains produits, les dattes, par exemple, en sont même complètement exemptés (1).

D. *Ressources complémentaires.* — Pour compenser la perte causée au trésor tunisien par le traitement de faveur accordé à l'importation française, et par la réduction des droits d'exportation, les denrées coloniales (sucre, café, thé, cacao, etc.) ont été frappées à l'importation de droits fiscaux

(1) V. *Bull. de stat.*, 1898, t. XLIV, p. 318 : tarif des droits d'exportation.

considérables. En outre, le troisième décret du 2 mai 1898 a établi des droits de consommation sur les sucres et les alcools étrangers ou indigènes, sous leurs diverses formes (sucres bruts, raffinés, candis ; alcools purs, ou contenus dans les vins, les liqueurs, les parfumeries, les vernis, etc.) (1).

Telle est l'économie générale de la réforme douanière du 2 mai 1898 ; elle a su heureusement concilier les intérêts de la France et de la Tunisie ; elle a donné à la métropole une situation privilégiée sur le marché tunisien (2) sans cependant arrêter brusquement les relations commerciales de la Régence avec les pays étrangers (3).

(1) *Bull. de stat.*, 1898, t. XLIV, p. 323 et 324. V. aussi : arrêté du Directeur des finances, 20 mai 1898 (*Rev. alg. et tun.*, 1898, 3^e partie, p. 135). Décret 29 août 1898, relatif au régime des alcools employés au vinage et au mutage des vins d'exportation (*Rev. alg.* 1898, t. XIV, 3^e partie, p. 179).

(2) L'étendue des faveurs accordées aux produits français par le gouvernement beylical a même surpris beaucoup de colons. M. Terras notamment qui réclamait depuis longtemps la réforme, non pas seulement en qualité de colon, mais officiellement, comme président du syndicat des viticulteurs tunisiens, n'espérait pas obtenir une aussi large satisfaction. Il demandait seulement des tarifs de faveur, et c'est la franchise absolue que le décret du 2 mai a établie pour presque tous les produits français. Ce syndicat demandait aussi l'admission en franchise absolue des produits tunisiens en France ; ce vœu n'a pas été complètement réalisé (loi du 19 juillet 1890). Quant aux droits établis sur les produits étrangers à leur entrée en Tunisie par le décret du 2 mai 1898, ils sont assez modérés pour ne pas constituer un régime de prohibition, tout en assurant cependant la prépondérance des produits français. Sur ce troisième point, satisfaction a été donnée au président du syndicat. De même, enfin, en ce qui concerne les impôts de consommation (ROUGIER, *Cours de législation coloniale*, 1900).

(3) Voir la statistique donnée à propos de la loi de 1890.

CONCLUSION

A. *Conclusion relative au régime douanier.* — La réforme du 2 mai 1898 était le complément nécessaire de la loi du 15 juillet 1890. Elle a consacré le principe de l'union douanière entre la métropole et son protectorat : la France est entrée désormais dans la voie véritable. Mais il est certain que le régime actuel n'est pas définitif ; les rapports économiques de la France et de la Tunisie sont appelés à se développer de plus en plus, et le terme de cette évolution sera certainement l'union douanière absolue ; il est naturel en effet que les deux pays puissent se fournir sans entrave les produits dont ils ont besoin, au lieu de les demander à l'étranger : c'est là un des principaux buts de la colonisation en général.

L'union douanière est d'ailleurs prévue depuis longtemps « nous la souhaitons tous, elle s'impose, elle se fera » ; « nous y arriverons un jour ; un jour aussi le tarif général français sera appliqué à la Tunisie comme il l'est à l'Algérie », disait-on déjà lors de la discussion de la loi du 19 juillet 1890 (1).

(1) M. Jonnart, rapporteur à la Ch. des dép. (*J. off.* déjà cité : Débats parlem., Ch. des dép., sess. ord., 1890, p. 1293 et suivantes).

M. Ch. Ferry, rapporteur au Sénat (*J. off.*, 18 juillet 1890 ; Déb. parlem., Sénat, sess. ord. 1890, p. 845 et suiv.).

Les obstacles diplomatiques ont disparu depuis 1897; un commencement d'union douanière a été réalisé en 1898, mais cette union est certainement encore incomplète. Nous avons déjà montré les inconvénients de la loi de 1890 : limitant la nature et la quantité des produits admis en franchise, elle constitue une gêne sérieuse pour les transactions commerciales.

Le décret beylical du 2 mai 1898 présente aussi certains défauts ; il n'est pas assez large, il n'accorde aucune réduction de droits à beaucoup de produits que la France pourrait aisément exporter en Tunisie : il y a beaucoup de marchandises que la métropole exporte chez d'autres nations et qu'elle ne peut exporter dans la Régence parce qu'elle ne peut lutter avec avantage contre les produits similaires venant de l'étranger. Et inversement la franchise est accordée à d'autres produits métropolitains, l'huile d'olive par exemple, que la France ne peut évidemment pas exporter, puisqu'elle n'en a pas même assez pour sa propre consommation. Le droit de 10 p. 100 *ad valorem* établi sur les vins français est aussi trop élevé.

Toutes ces imperfections ont été récemment signalées devant le Parlement français (1). Il en résulte, a

(1) Séances des 8 et 15 février 1901 (*J. off.*, 9 et 16 février 1901, Déb. parlem., Ch. des dép., sess. ordin., p. 350 et suiv., 441 et suiv.) : Discussion de l'interpellation de M. Berthelot; sur la « situation faite à la Tunisie par le désaccord permanent entre la population française et le Résident général ». Cette interpellation a donné lieu à une série d'autres interpellations sur les différentes questions intéressant la Tunisie. M. Thomson a exposé le point de vue commercial et douanier.

dit un député, que les importations françaises sont loin d'occuper en Tunisie la place qu'elles devraient avoir (à peine 50 p. 100 des importations totales, en 1899, d'après ce député, tandis qu'en Algérie, la proportion a été de 81,35 p. 100). « Il est très grave de laisser des relations économiques se nouer avec d'autres puissances que la France; alors que nous pourrions faire le contraire. » Le remède à cette situation serait de réaliser l'assimilation douanière de la Tunisie à la métropole, comme on l'a fait en Algérie. « Ce n'est pas seulement une réforme économique; il s'agit de compléter une grande entreprise nationale. En même temps que nos intérêts économiques se développeront, l'influence française grandira elle aussi. Il est urgent de resserrer les liens qui unissent la Tunisie à la métropole. »

C'est vrai, et sur le principe tout le monde est d'accord. Les bons résultats obtenus en Algérie par l'assimilation douanière ne peuvent d'ailleurs qu'encourager la France à entrer de plus en plus dans cette voie vis-à-vis de la Tunisie. Mais ce n'est pas une raison pour brusquer le mouvement; il faut faire la réforme peu à peu. L'application prématurée des théories absolues, disait l'ancien Résident général, M. Millet, dans son rapport de 1898, paralyserait le développement économique de la Régence.

Il y a, en effet, une question financière qui s'oppose à la réalisation immédiate de l'assimilation. Ainsi que l'a montré le ministre des affaires étrangères, cette réforme supprimerait les deux tiers des revenus des douanes, c'est-à-dire 2 millions environ.

Pour combler ce déficit, il faudrait augmenter les impôts, en créer de nouveaux, mais cette réforme exigerait un certain temps, et les impôts sont déjà suffisamment lourds; ou bien il faudrait demander cette somme à la métropole, mais ce serait un mauvais moyen : les colonies qui s'administrent le mieux sont, en effet, celles qui subviennent à leurs dépenses avec leurs propres ressources, car elles sont alors intéressées à ménager leurs finances; il faut donc, dans l'intérêt de la Régence aussi bien que de la métropole, que la Tunisie continue, autant que possible, à ne rien demander au budget français.

D'ailleurs la part de la France dans le commerce tunisien n'est pas si faible qu'on veut bien le dire : au début du protectorat, le commerce français pouvait à peine soutenir la concurrence de l'Angleterre et de l'Italie; actuellement, sa proportion est non pas seulement de 50 p. 100, mais de 64 p. 100. Sans doute, il serait heureux qu'elle fût de 81 p. 100 comme en Algérie, mais il faut bien observer que notre protectorat date de vingt ans à peine, tandis que nous sommes en Algérie depuis 1830.

Il ne faut donc pas vouloir aller trop vite; l'union douanière se complétera, en élargissant peu à peu la portée de la loi de 1890 et du décret de 1898, et le dernier terme de l'évolution sera l'application à notre protectorat de la loi douanière du 11 janvier 1892. Les résultats obtenus sont déjà très satisfaisants, et l'excellent état des finances tunisiennes permet d'en espérer de meilleurs encore. Jusqu'à présent tous les budgets se sont soldés avec un excédent de recettes,

sauf ceux de 1888 et 1889 qui ont eu un léger déficit parce que les récoltes avaient été désastreuses. En 1899 (derniers chiffres connus), les recettes ont été de 28.700.000 fr., et les dépenses, de 24.500.000 fr. On ne peut évidemment pas employer tous les excédents à la réforme douanière, car il y a bien d'autres choses à faire, notamment de nombreux travaux publics à exécuter (1). Mais on peut espérer que dans un avenir prochain, les droits d'exportation pourront être supprimés, et que la métropole et son protectorat ne formeront plus, au point de vue commercial, qu'un seul État.

B. *Conclusion relative à la situation générale de la Tunisie.* — Jetons maintenant un coup d'œil sur la situation générale de la Tunisie. Dans les récentes interpellations qui ont eu lieu à la Chambre des députés, toutes les opinions ont été soutenues, depuis les plus pessimistes jusqu'au plus optimistes. Sans doute il reste encore des lacunes à combler ; ainsi au point de vue de la colonisation, du peuplement : l'immigration italienne est beaucoup plus forte que l'immigration française, et peut devenir un véritable danger ; il faudrait attirer en grand nombre les colons français.

Mais ce qu'il faut regarder, ce sont les résultats généraux ; nous avons vu qu'au point de vue commercial et financier ils sont excellents ; ils sont dus en grande partie aux progrès considérables de l'agricul-

(1) Plusieurs chemins de fer sont projetés : *J. off.*, 16 février, déjà cité, et 21 février 1901.

ture : les surfaces ensemencées et cultivées en céréales ont triplé en dix ans (800.000 hectares d'orge et de blé); le vignoble a doublé (8 millions d'hectares) les forêts sont exploitées méthodiquement et produisent davantage ; toutes les cultures et notamment celle des oliviers (200.000 hectares) sont en plein développement.

En présence de cette situation, on ne peut nier la grandeur de l'œuvre accomplie par la France en un si court espace de temps. La France a montré qu'elle n'avait pas perdu son ancien génie d'expansion : c'est une de ses plus belles opérations coloniales. Avec le système du protectorat, elle a évité de nombreuses difficultés, car elle a respecté les mœurs et les traditions ; elle a pu, sans froisser le sentiment populaire et sans irriter le fanatisme musulman, guider la Régence dans la voie de la civilisation. L'organisation administrative, les institutions sont demeurées les mêmes, en principe du moins ; le Bey a conservé sa souveraineté : c'est lui qui fait les réformes, d'accord, bien entendu, avec le gouvernement français et le Résident général (dont l'approbation, d'ailleurs est nécessaire) et le plus souvent sur leur initiative. On évite ainsi les retards que pourrait apporter le Parlement métropolitain. Le maintien de cette autorité et de cette autonomie a été infiniment plus efficace que la violence. Aussi la population indigène est-elle toujours prête à nous seconder dans notre œuvre, parce que nous n'avons cessé de témoigner de notre respect pour ses droits et ses traditions. Voici d'ailleurs les paroles du ministre des affaires

étrangères en 1897: « L'état d'esprit de la population indigène n'a pas cessé d'être satisfaisant, et le concours sans réserve que nous prêtent les autorités locales, sous la haute inspiration de S. A. le Bey, est de nature à faciliter notre tâche. Grâce à cette entente les bienfaits du protectorat sont de jour en jour mieux appréciés des populations et il devient possible d'introduire, dans le domaine même qu'une sage politique a réservé à l'autorité séculaire du souverain, des principes nouveaux (1). »

L'expérience du protectorat en Tunisie a donc été des plus heureuses (2). L'œuvre accomplie est déjà considérable, mais il reste encore à la perfectionner.

(1) Rapport adressé au président de la République par le ministre des affaires étrangères, M. Hanotaux, sur la situation de la Tunisie en 1896 (*J. off.*, 7 mars 1898, p. 1377 et suivantes).

(2) V. P. LEROY-BEAULIEU (*L'Algérie et la Tunisie*, 1887, p. 450. *Économiste français*, 23 oct. 1897, p. 537, et 18 juin 1898, p. 843). — L'expérience a montré que le protectorat est un système de civilisation rapide et économique. Mais il ne faut pas en conclure qu'il vaut toujours mieux que l'annexion ; cette dernière au contraire est généralement préférable, car elle donne à la métropole une entière liberté d'action. Le protectorat n'est d'ailleurs le plus souvent qu'un régime transitoire ; il se produit actuellement une évolution des divers protectorats vers l'annexion : c'est ainsi que l'île de Madagascar a été annexée en 1896. Il se peut que la Tunisie suive aussi ce mouvement : l'assimilation douanière ne serait alors qu'un acheminement à l'assimilation complète. — Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que la Régence se trouvait dans une situation spéciale qui justifiait l'établissement du protectorat ; il faut en effet tenir compte de l'état de civilisation du pays à annexer ou à protéger ; le protectorat ayant pour base le maintien de l'autonomie du pays protégé, il faut que le pays protecteur se trouve en présence d'un État qui a déjà un pouvoir central et une organisation administrative suffisamment établis. Or, si tel était le cas de la Tunisie, ce n'était certainement pas celui de l'Algérie ni de Madagascar.

Nous avons parlé de la question du peuplement ; c'est peut-être en effet la difficulté la plus grave. S'il y a 20.000 Français seulement contre 80.000 Italiens, il ne faut cependant pas s'exagérer le danger ; ces étrangers sont presque tous des ouvriers, tandis que les Français sont chefs d'exploitations ; sur 540.000 hectares de terres immatriculées appartenant à des Européens, 500.000 hectares sont la propriété de nos compatriotes. La France a donc pour elle non seulement l'influence politique et la plus grande partie du commerce, mais aussi la puissance des capitaux et la direction de l'agriculture et de l'industrie.

Nous ne parlerons pas des différentes combinaisons proposées pour activer le mouvement de la colonisation française (systèmes de concessions, de métayage, organisation du crédit, etc.), ce serait sortir du cadre de notre étude. Toutes les méthodes ont leurs avantages. Mais il existe une solution plus générale : c'est l'union de plus en plus étroite de nos compatriotes avec la population indigène, c'est la collaboration de ces deux éléments à l'œuvre commune. Cette union est nécessaire, car « si le colon est la tête, l'indigène est le bras » (1).

La population arabe manque de capitaux et d'instruction technique ; mais elle a toutes les qualités du travailleur agricole. Ses croyances, ses lois, ses mœurs se transformeront peu à peu ; il faut les respecter et on facilitera par là même la tâche du

(1) *Journal officiel* du 9 février 1901, déjà cité.

colon. Il faut que les deux parties s'unissent, l'une apportant son travail, sa persévérance, son expérience du sol et du climat, l'autre son initiative, ses capitaux, sa science. Ce sera le meilleur moyen de soutenir la concurrence italienne et de triompher.

Le développement de l'union douanière ne pourra d'ailleurs que faciliter cette entente, car les deux pays auront entre eux des relations de plus en plus étroites, ils échangeront leurs idées en même temps que leurs produits, et une modification dans les mœurs et les institutions arabes en sera la conséquence nécessaire. On peut donc envisager l'avenir avec confiance : la Tunisie deviendra de plus en plus une véritable France nouvelle.

Vu Lyon : le 19 avril 1901.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

P. ROUGIER.

Vu, le 24 avril.

LE DOYEN,

E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer, le 24 avril.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

Président du Conseil de l'Université,

G. COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- BONFILS. — Manuel de droit international public, 1894 et 1898.
- BONNARD (Paul). — Les droits sur les produits tunisiens à l'entrée en France (*Économiste français*, 1890).
- BOUCHÉ DE BELLE. — Le nouveau régime douanier des colonies (*Journal des économistes*, 1893, t. IV).
- BRY. — Précis élémentaire de droit international public, 1891.
- CAUVÈS. — *Cours d'économie politique*, 1892, t. II.
- CHARPENTIER (Léon). — Précis de législation algérienne et tunisienne, 1899.
- CHAUDIER. — Le régime douanier de la Tunisie, 1898.
- DALLOZ. — *Recueil de jurisprudence et de législation*, 1899.
- DELARBRE. — Les colonies françaises, leur organisation, leur administration, 1878.
- DÉMARET. — Organisation coloniale et fédération, 1899.
- DESPAGNET. — Cours de droit international public, 1894. — Essai sur les protectorats, 1896.
- DISLÈRE. — Traité de législation coloniale, 1897, 2^e éd. t. I^{er}.
- ENGELHARDT. — Situation de la Tunisie au point de vue international (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1881).
- FERRY (Charles). — Rapport fait au Sénat (*Journal officiel* 1890).
- FOUCHER. — Évolution du protectorat de la France sur la Tunisie, 1897.

- GIRAULT (Arthur). — Principes de colonisation et de législation coloniale, 1895.
- JONNART. — Rapport fait à la Chambre des députés (*Journal off.* 1890).
- LANESSAN (DE). — La Tunisie, 1887.
- LEROY-BEAULIEU. — L'Algérie et la Tunisie, 1887. — La colonisation chez les peuples modernes, 1891. — Articles dans l'*Économiste français* : 1895 ; 1896 ; 1897 ; 1898.
- MARTENS (DE). — *Recueil général des traités* (continué par Stoerck) ; 2^e série, t. XXIII.
- MEYER (Ernest). — Le protectorat en Tunisie (*Annales de l'École libre des sciences politiques*, 1888).
- ORGEVAL (Pierre d'). — Le régime douanier de la Tunisie (*Annales de l'École libre des sciences politiques*, 1889).
- PETIT (Édouard). — Organisation des colonies françaises et des protectorats, 1894, t. II.
- PIC (Paul). — Influence de l'établissement d'un protectorat sur les traités antérieurement conclus avec des puissances tierces par l'État protégé (*Revue générale de droit international public*, 1896. — Note dans Dalloz, 1899).
- PILLET. — Des droits de la puissance protectrice sur l'administration de l'État protégé (*Rev. gén. de droit intern. public*, 1895).
- RENAULT. — Archives diplomatiques, 1884, 1885, 1897.
- ROCHETTE. — Rapports commerciaux de la France et de ses colonies, 1897.
- ROUGIER (Paul). — La liberté commerciale, les douanes et les traités de commerce, 1879.
- Précis de législation et d'économie coloniales 1895.
- SORBIER (DE) DE POUGNADORESSE. — La justice française en Tunisie, 1897.
- TILLOY (René). — *Répertoire de jurisprudence, de doctrine et de législation algériennes et tunisiennes*, 1889 et suiv., t. III et IV.

RECUEILS, JOURNAUX ET REVUES

Annales de l'École libre des sciences politiques, 1888, 1889.

Archives diplomatiques, publiées sous la direction de M. Louis Renault, 1884, 1885, 1897.

Bulletin de statistique et de législation comparée, 1888, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 1900.

Économiste français, 1890, 95, 96, 97, 98, 99, 1900.

Journal des économistes, 1893.

Journal officiel français (partie officielle, débats et documents parlementaires, Chambre et Sénat) 1890, 94, 95, 97, 98, 99, 1900, 1901.

Journal officiel tunisien, 1890, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99.

Mémorial diplomatique, 1897.

Recueil de jurisprudence et de législation, de Dalloz, 1899.

Recueil général des traités, par de Martens, continué par Stærck, 2^e série, t. XXIII.

Revue algérienne et tunisienne, 1897, 98, 99.

Revue des Deux Mondes, 1887.

Revue de droit international et de législation comparée (Revue de Gand) 1881.

Revue générale de droit international public, 1895, 96, 97.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — <i>Divers systèmes commerciaux appliqués aux colonies.</i>	1
§ I. — Système de l'assujettissement. Le pacte colonial	2
§ II. — Système de l'autonomie douanière	4
§ III. — Système de l'assimilation. — A. Assimilation de l'Algérie. — B. Assimilation de l'Indo-Chine. — C. Loi du 11 janvier 1892. — D. Critique. . .	7
§ IV. — Conclusion.	16
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.	19
§ I. — Émancipation financière de la Tunisie	20
§ II. — Émancipation judiciaire	20
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le régime douanier de la Tunisie avant 1890.</i>	23
§ I. — Économie générale du régime	23
§ II. — Situation générale du commerce de la Tunisie, de 1881 à 1890.	24
§ III. — Rapports commerciaux de la France et de la Tunisie avant 1890. — A. Traitement des produits tunisiens à leur entrée en France. — B. Traitement des produits français à leur entrée en Tunisie . .	28
CHAPITRE II. — <i>Divers systèmes proposés</i>	35
§ I. — Système des primes et des subventions combinées	35

§ II. — Système de l'octroi municipal.	36
§ III. — Système de droit international. — A. Théorie : Influence du protectorat sur les traités antérieurs. — B. Projet de loi de 1888.	37
CHAPITRE III. — <i>Loi du 19 juillet 1890.</i>	51
§ I. — Son vote ; discussions qu'il souleva.	51
§ II. — Examen de la loi	58
§ III. — Résultats de la loi	65
CHAPITRE IV. — <i>Dénouciation des traités tunisiens.</i>	71
CHAPITRE V. — <i>Réforme du 2 mai 1898</i>	79
§ I. — Le régime douanier de la Tunisie, du 1 ^{er} jan- vier au 2 mai 1898.	79
§ II. — Bases de la réforme	80
§ III. — Examen des décrets beylicaux du 2 mai 1898. — A. Importation des produits étrangers en Tunisie. — B. Importation des produits français et algériens en Tunisie. — C. Exportation des produits tunisiens. — D. Ressources complémen- taires.	83
CONCLUSION. — A. Conclusion relative au régime douanier. — B. Conclusion relative à la situation générale de la Tunisie.	87
BIBLIOGRAPHIE.	97

LYON

IMPRIMERIE A. STORCK & C^{ie}

Rue de la Méditerranée.
